



Collections statistiques du

**Ministère de l'Équipement, du Logement,
de l'Aménagement du Territoire et des Transports**

1986

n° 127

PRIX : 36 F

**statistiques
et études générales**

I.S.S.N. 0184-6892

**L'amélioration – entretien
dans le bâtiment non résidentiel de 1978 à 1981**

**La prime à l'amélioration de l'habitat
en 1983 et 1984**

Les exportations de BTP de 1977 à 1983

Direction des Affaires Economiques et Internationales

Le Bureau de l'Information Statistique et de la Diffusion

propose aux lecteurs des publications
de la **DIRECTION DES AFFAIRES ECONOMIQUES
ET INTERNATIONALES** :

- **l'accès au fichier des statistiques
de la construction neuve**
- **un service de renseignements téléphoniques
45.75.62.58, poste 46-47**

REPUBLIQUE FRANCAISE
Ministère de l'Équipement, du Logement
de l'Aménagement du Territoire et des Transports

**STATISTIQUES
ET ETUDES
GENERALES**

N° 127

Bulletin rédigé par la sous-Direction des Actions
Statistiques de la Direction des Affaires
Economiques et Internationales.
34, rue de la Fédération - 75015 Paris
Tél. : 45.75.62.58 - poste 46-47

Diffusé par :

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
29-31, quai Voltaire - 75340 PARIS CEDEX 07
TEL : 261-50-10
TELEX : 204826 DOCFRAN PARIS

Le numéro : 36 F

L'abonnement (10 numéros) : France et étranger :
345 FF

Commande adressée à :

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
124, rue Henri-Barbusse, 93308 AUBERVILLIERS
CEDEX

Règlement à réception de la facture :

Bureaux de vente :
29, quai Voltaire - 75340 PARIS CEDEX 07
165, rue Garibaldi - 69401 LYON CEDEX 03

MINISTÈRE DE L'EQUIPEMENT, DU LOGEMENT,
DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DES TRANSPORTS
DIRECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET INTERNATIONALES

**L'AMELIORATION-ENTRETIEN
DANS LE BATIMENT NON RESIDENTIEL
DE 1978 A 1981**

**LA PRIME A L'AMELIORATION DE L'HABITAT
EN 1983 ET 1984**

**LES EXPORTATIONS DE BTP
DE 1977 A 1983**

BUREAU DES SYSTEMES D'INFORMATION
SUR LA CONSTRUCTION ET L'URBANISATION

BUREAU DES SYSTEMES D'INFORMATION
SUR LES PROFESSIONS
DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

STATISTIQUES ET ÉTUDES GÉNÉRALES

derniers titres parus

- 115 Techniques de construction.
Résultats de la construction neuve (France entière - novembre 1984).
- 116 Le comportement des occupants de logements neufs en matière de chauffage (1984).
L'opinion des occupants de logements neufs sur leur mode de chauffage (1984).
- 117 Enquête sur la commercialisation des logements neufs (résultats du 3^e tr. 1984).
Le prix des terrains à bâtir (juin 1984).
- 118 Données régionales sur la structure du bâtiment et du génie civil et agricole en 1981.
Les chantiers des entreprises de bâtiment et de génie civil et agricole en 1981.
- 119 Enquête sur la commercialisation des logements neufs (résultats du 4^e tr. 1984).
Les consommations d'énergie dans les logements neufs (1983-1984).
- 120 Les chantiers en métropole des entreprises de bâtiment et de génie civil et agricole en 1981.
Les chantiers hors métropole des entreprises de bâtiment et de génie civil et agricole en 1981.
- 121 L'amélioration-entretien dans le génie-civil et agricole (de 1978 à 1981).
Le prix de revient des logements neufs (en 1982-1983).
- 122 Enquête sur la commercialisation des logements neufs (résultats du 1^{er} tr. 1985).
Le marché du logement neuf dans les principales zones touristiques en 1983.
- 123 Structure du bâtiment et du génie civil et agricole en 1983.
L'amélioration-entretien dans le bâtiment et le génie civil et agricoles en 1983.
- 124 Données économiques et financières sur le logement (établies au 31 décembre 1984).
Construction et financement de logements à l'étranger.
- 125 Statistiques de la construction en 1983.
La construction neuve dans les DOM-TOM en 1983.
- 126 Enquête sur la commercialisation des logements neufs (résultats du 2^{ème} tr. 1985).
Le marché du logement neuf dans les principales zones touristiques.

Conception et réalisation
par le Bureau
de l'Information Statistique
et de la Diffusion (S/D)

sommaire

L'AMELIORATION-ENTRETIEN DANS LE BATIMENT NON-RESIDENTIEL DE 1978 A 1981.

Pages

Introduction	7
Les travaux d'améliorations-entretien dans le bâtiment non-résidentiel selon...	
I – ... la nature de l'ouvrage et la taille de l'entreprise ;	10
II – ... la nature de l'ouvrage et l'activité principale de l'entreprise ;	15
III – ... la nature de l'ouvrage et le client.	19
IV – ... le client et la taille de l'entreprise.	22
V – Les travaux d'amélioration-entretien du bâtiment non-résidentiel confiés en sous-traitance.	26

LA PRIME A L'AMELIORATION DE L'HABITAT EN 1983 ET 1984.

Présentation de l'étude	28
I – La distribution de la prime.	29
a) La PAH et les autres aides de l'Etat pour l'amélioration de l'habitat ;	29
b) L'évolution de la consommation des PAH depuis 1980 ;	29
c) Répartition géographique ;	31
d) Etude des délais.	31
II – Résultats structurels.	33
a) Profil du demandeur ;	33
c) Profil du logement ;	34
d) Travaux réalisés.	35
Conclusion.	37

LES EXPORTATIONS DE BTP DE 1977 A 1983.

Note méthodologique:	44
Rétrospective.	46
I – Les entreprises exportatrices	49
a) La place des entreprises dans l'ensemble du secteur ;	49
b) Coefficient de réalisation ;	49
c) Travaux réalisés à l'exportation suivant la taille, l'activité principale de l'entreprise et la nature des travaux.	50
II – Les ouvrages.	52
III – Les zones géographiques.	56
a) Etude détaillée des principales zones géographiques ;	56
b) Comparaison des principales zones géographiques ;	61
c) Les principaux pays clients.	61
IV – Les groupes de BTP à l'exportation.	63



**L'AMELIORATION-ENTRETIEN
DANS LE BATIMENT NON-RESIDENTIEL
DE 1978 A 1981**

définitions

Travaux d'amélioration : Travaux concernant des ouvrages existants, déjà utilisés, en améliorant le service rendu.

Travaux d'entretien : Travaux ayant pour but de maintenir en état les ouvrages.

(Depuis 1975, on ne fait plus de distinction, dans les Enquêtes annuelles d'entreprise, entre "Travaux d'amélioration" et "Travaux d'entretien").

Les statistiques contenues dans ce bulletin proviennent de l'exploitation des Enquêtes annuelles d'entreprise (voir les publications annuelles du Service des Actions Statistiques, "STATISTIQUES ET ETUDES GENERALES").

nomenclature d'activités et de produits

ENTREPRISES DE GROS-ŒUVRE

- 5530 - Construction d'ossatures autres que métalliques
- 5531 - Installation industrielle, montage, levage
- 5550 - Construction industrialisée
- 5560 - Maçonnerie et travaux courants de béton armé

ENTREPRISES DE SECOND-ŒUVRE

- 5540 - Installation électrique
- 5570 - Génie climatique
- 5571 - Menuiserie - serrurerie
- 5572 - Couverture, plomberie et installations sanitaires
- 5573 - Aménagements, finitions

ENTREPRISES DE GÉNIE CIVIL ET AGRICOLE

- 5510 - Travaux d'aménagement des terres et des eaux, voiries, parcs et jardins
- 5511 - Construction de lignes de transport d'électricité
- 5512 - Travaux d'infrastructure générale
- 5513 - Construction de chaussées
- 5520 - Entreprises de forage, sondages, fondations spéciales

Certaines activités de fabrication (produits : menuiserie métal, menuiseries bois, produits en béton) sont classées dans la classe 55 si l'entreprise assure la mise en œuvre de plus de 50 % de sa production.

Le montant des travaux d'amélioration-entretien dans le Bâtiment non-résidentiel s'élève en 1981 à 39,1 milliards de francs et représente 28,5 % de l'ensemble des travaux d'amélioration-entretien du Bâtiment et du Génie Civil et Agricole (B.G.C.A.). En 1978, ce pourcentage s'élevait à 26,3 %.

Le montant des travaux d'amélioration-entretien dans le Bâtiment non-résidentiel a augmenté, entre 1978 et 1981, de 69 %, alors que, pendant la même période, celui du Bâtiment a augmenté de 45 % (l'ensemble des travaux d'amélioration-entretien du B.G.C.A. a augmenté de 48 % entre 1978 et 1981).

Si l'on considère les accroissements annuels du montant des travaux d'amélioration-entretien du Bâtiment non-résidentiel réalisés par les entreprises de plus de 10 salariés (*), on a :

1979/1978 = 16 %

1980/1979 = 18 %

1981/1980 = 14 %.

Tableau 1

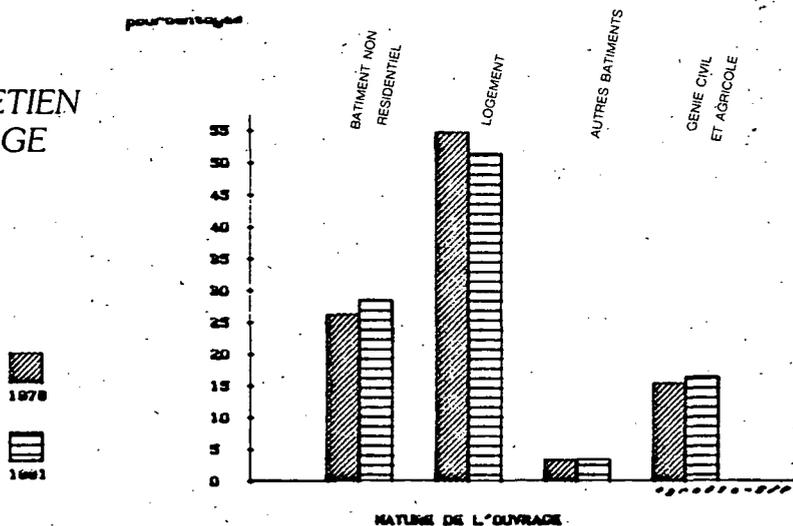
TRAVAUX D'AMELIORATION-ENTRETIEN SELON LA NATURE DE L'OUVRAGE ET LA TAILLE DE L'ENTREPRISE EN 1978 ET EN 1981

Source : Enquête annuelle d'entreprise

Unités = en millions de francs et en %

Nature de l'ouvrage	Toutes tailles d'entreprise		Entreprises de plus de 10 salariés			
	1978	1981	1978	1979	1980	1981
BATIMENT NON-RESIDENTIEL	26.3	28.5	35.3	36.9	35.2	35.6
LOGEMENT	54.8	51.5	32.8	29.6	30.2	30.5
AUTRES BATIMENTS	3.4	3.5	4.5	3.9	3.5	5.0
GENIE CIVIL ET AGRICOLE	15.5	16.5	27.4	29.6	31.1	28.9
BATIMENT ET GENIE CIVIL ET AGRICOLE	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
MONTANT (HT) DES TRAVAUX D'AMELIORATION-ENTRETIEN DU B.G.C.A. (EN M.F.)	87 837	136 944	46 326	51 298	63 261	71 208

Graphique 1
TRAVAUX D'AMELIORATION-ENTRETIEN SELON LA NATURE DE L'OUVRAGE EN 1978 ET EN 1981 (en %)



(*) Les accroissements annuels sont calculés pour les entreprises de plus de 10 salariés, puisque, en 1979 et 1980, les entreprises de 0 à 10 salariés et les artisans ne font pas partie du champ de l'enquête annuelle d'entreprise.

Tableau 2
REPARTITION DES TRAVAUX D'AMELIORATION-ENTRETIEN
SELON LA NATURE DE L'OUVRAGE EN 1978 ET EN 1981

Source : Enquête annuelle d'entreprise

Unités = en millions de francs et en %

Nature de l'ouvrage	1978	1981
BATIMENT NON-RESIDENTIEL	31.1	34.1
LOGEMENT	64.9	61.7
AUTRES BATIMENTS	4.0	4.2
TOTAL BATIMENT	100.0	100.0
MONTANT (HT) DES TRAVAUX D'AMELIORATION-ENTRETIEN DU BATIMENT (EN M.F.)	74 260	114 392

L'amélioration entretien dans le Bâtiment non-résidentiel, représente en 1981, 43 % de l'ensemble des travaux (amélioration-entretien + neuf). Ce rapport presque équivalent à celui qui correspond au logement (42 %) mais supérieur à celui qui correspond au Génie Civil et Agricole (37 %), a augmenté sensiblement entre 1978 et 1981, passant de 39 % à 43 %.

Le poids des travaux d'amélioration-entretien du Bâtiment non-résidentiel dans les travaux d'amélioration-entretien du Bâtiment passe de 31 % en 1978 à 34 % en 1981, et cet accroissement se fait au détriment du poids des travaux d'amélioration-entretien du logement dans l'ensemble des travaux d'amélioration-entretien du Bâtiment.

Tableau 3
RAPPORTS DES TRAVAUX D'AMELIORATION-ENTRETIEN A L'ENSEMBLE
DES TRAVAUX (AMELIORATION-ENTRETIEN + NEUF)
SELON LA NATURE DE L'OUVRAGE DE 1978 A 1981

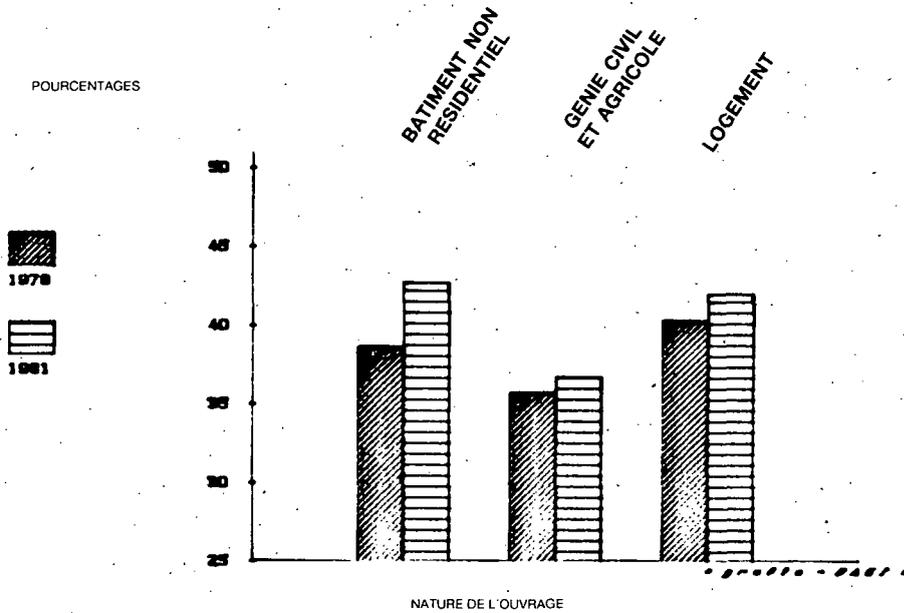
Source : Enquête annuelle d'entreprise

en %

Nature de l'ouvrage	1978	1979 *	1980 *	1981
BATIMENT NON-RESIDENTIEL	38.6	36.1	35.4	42.7
GENIE CIVIL ET AGRICOLE	35.7	36.1	38.4	36.7
LOGEMENT	40.3	24.9	26.8	42.0
BATIMENT ET GENIE CIVIL ET AGRICOLE	39.1	31.5	33.0	41.3

(*) En 1979 et en 1980, les rapports des travaux d'amélioration-entretien à l'ensemble des travaux (amélioration-entretien + neuf) sont calculés pour les entreprises de plus de 10 salariés.

Graphique 2
RAPPORTS DES TRAVAUX D'AMELIORATION-ENTRETIEN A L'ENSEMBLE
DES TRAVAUX (AMELIORATION-ENTRETIEN + NEUF)
SELON LA NATURE DE L'OUVRAGE DE 1978 A 1981 (en %)



I

Les travaux d'amélioration-entretien dans le bâtiment non résidentiel, selon la nature de l'ouvrage et la taille de l'entreprise

1 - Les entreprises de moins de 50 salariés réalisent 68 % des travaux d'amélioration-entretien du Bâtiment non résidentiel, contre 66 % en 1978.

(Si l'on considère l'ensemble des travaux réalisés dans le Bâtiment non résidentiel (amélioration-entretien + neuf) le poids des entreprises de moins de 50 salariés dans l'ensemble des entreprises est de 49 % en 1978).

Les artisans et les petites entreprises (de 0 à 10 salariés) réalisent en 1978, 29 % des travaux d'amélioration-entretien du Bâtiment non-résidentiel et 35 % en 1981. Pendant cette période ils ont plus que doublé leur chiffre d'affaires.

Les entreprises de plus de 10 salariés, quant à elles, elles ont vu leur poids diminuer dans les travaux d'amélioration-entretien du Bâtiment non résidentiel :

71 % en 1978
65 % en 1981

et leur chiffre d'affaires a augmenté de 55 % entre ces deux dates.

Si l'on considère l'ensemble réalisés dans le Bâtiment non-résidentiel (amélioration-entretien + neuf) le poids des entreprises de plus de 10 salariés dans l'ensemble des entreprises est :

1978 : 81 %
1981 : 74 %

Les entreprises de 11 à 49 salariés réalisent 33 % des travaux d'amélioration-entretien du bâtiment non résidentiel en 1981 (contre 37 % en 1978). L'évolution du montant des travaux de cette classe d'entreprises se fait comme suit :

1979/1978 : 15 %
1980/1979 : 22 %
1981/1980 : 7 %

2 - LES TRAVAUX D'AMELIORATION-ENTRETIEN DU BÂTIMENT NON RESIDENTIEL SELON LA NATURE DE L'OUVRAGE

61 % de l'ensemble des travaux d'amélioration-entretien du Bâtiment non-résidentiel portent sur les "Ateliers industriels, usines" et les "Bureaux" en 1978, et 62 % en 1981.

Les "Bureaux" constituent près de la moitié de ces travaux (30 % en 1978 et 27 % en 1981).

Le "Commerce de détail" vient en troisième position : son poids dans l'ensemble des travaux d'amélioration-entretien du Bâtiment non-résidentiel passe de 12 % en 1978 à 11 % en 1981.

Les trois postes qui viennent d'être cités, les "Ateliers industriels, usines", les "Bureaux" et le "Commerce de détail" représentent l'essentiel des travaux d'amélioration-entretien du Bâtiment non-résidentiel.

En observant les postes "Ateliers industriels, usines" et "Bureaux", qui représentent chacun près de 30 % de l'ensemble des travaux d'amélioration-entretien du bâtiment non-résidentiel, on remarque que dans le premier cas, la répartition de ces travaux se fait également entre les 4 tailles d'entreprises : 0 à 10 salariés, 11 à 49 salariées, 50 à 199 salariés et 200 salariés et plus ; alors que dans le deuxième cas, "Bureaux", les travaux d'amélioration-entretien sont réalisés à 70 % par des entreprises de moins de 50 salariés (les entreprises de 11 à 49 salariés réalisant plus de 40 % de travaux d'amélioration-entretien des "Bureaux").

Tableau 4
POIDS DES POSTES "ATELIERS INDUSTRIELS, USINES",
"BUREAUX" ET "COMMERCE DE DETAIL"
par rapport à l'ensemble des travaux du Bâtiment non-résidentiel,
selon l'état de l'ouvrage et la taille de l'entreprise, de 1978 à 1981

Source : Enquête annuelle d'entreprise

en %

Années	Etat de l'ouvrage	Amélioration-entretien	Amélioration-entretien + neuf
		Entreprises de plus de 10 salariés	
1978		75	72
1979		76	71
1980		73	72
1981		75	72
		Entreprises toutes tailles confondues (*)	
1978		73	71
1981		69	71

(*) En 1979 et 1980, les entreprises de 0 à 10 salariés ne font pas partie du champ de l'enquête annuelle de l'entreprise.

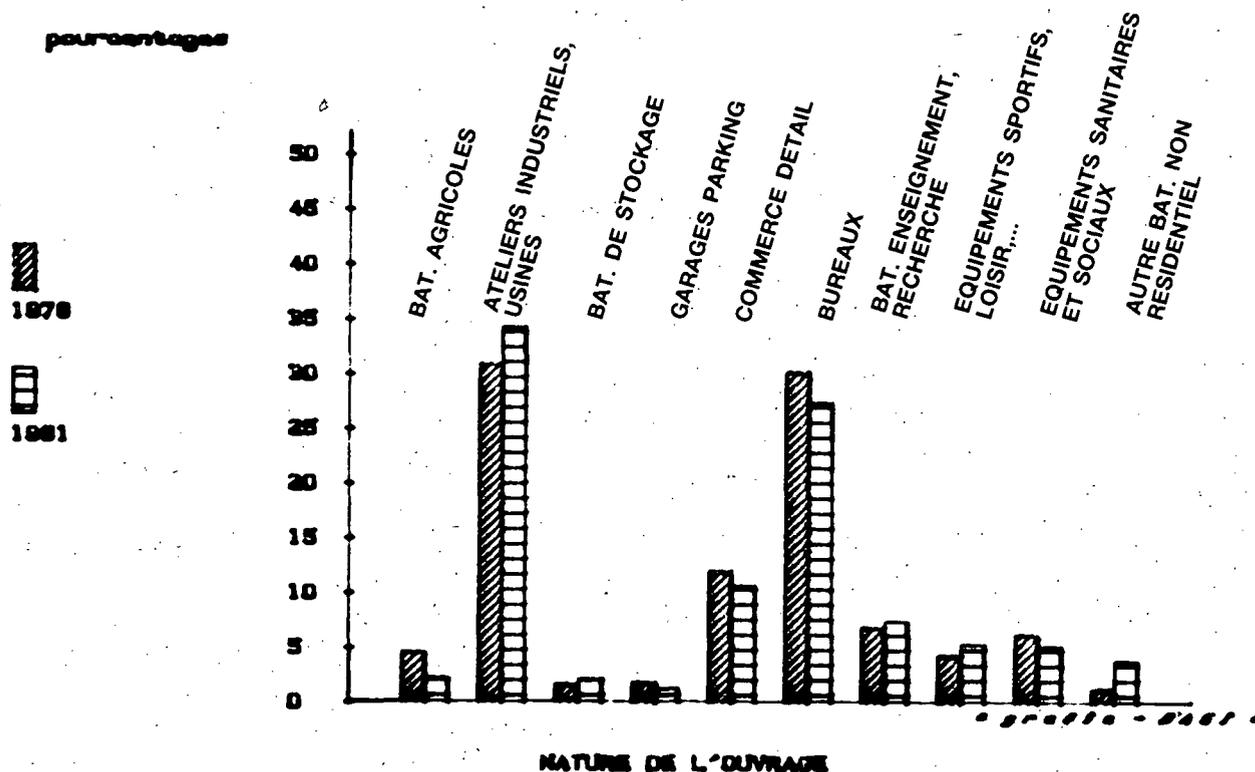
Tableau 5
MONTANT DES TRAVAUX D'AMELIORATION-ENTRETIEN REALISES
PAR LES ENTREPRISES SELON LA NATURE DE L'OUVRAGE ET
LA TAILLE DES ENTREPRISES DE 1978 A 1981

Source : Enquête annuelle d'entreprise

Unités = en millions de francs et en %

Nature de l'ouvrage	Taille de l'entreprise	0 à 10	11 à 49	50 à 199	200 salariés	TOTAL	MONTANTS millions de F
		salariés	salariés	salariés	et plus		
INSTALLATIONS ET BATIMENTS AGRICOLES	1978	80,2	17,7	2,0	0,1	100,0	1 053,495
	1979		78,8	20,8	0,4	100,0	175,571
	1980		83,5	15,7	0,7	100,0	203,061
	1981	69,9	27,5	2,6	0,1	100,0	847,196
ATELIERS INDUSTRIELS, USINES	1978	22,0	26,6	22,7	28,6	100,0	7 134,304
	1979		36,5	22,2	41,3	100,0	7 113,296
	1980		41,9	28,0	30,1	100,0	7 413,059
	1981	27,4	24,9	18,0	29,7	100,0	13 404,978
BATIMENTS DESTINES AU STOCKAGE	1978	28,8	50,8	13,9	6,5	100,0	360,518
	1979		58,3	18,7	23,0	100,0	239,563
	1980		70,5	19,6	9,9	100,0	455,907
	1981	50,4	29,8	13,9	5,8	100,0	805,324
GARAGES ET PARKING	1978	20,7	53,1	12,6	13,5	100,0	424,097
	1979		56,3	21,4	22,3	100,0	271,942
	1980		55,7	19,5	24,9	100,0	389,244
	1981	40,9	31,9	19,0	8,1	100,0	514,259
COMMERCE DE DETAIL	1978	42,3	37,6	12,6	7,6	100,0	2 772,484
	1979		73,0	20,1	6,9	100,0	1 792,947
	1980		75,9	17,3	6,8	100,0	1 993,364
	1981	53,4	32,3	9,9	4,4	100,0	4 184,118
BUREAUX	1978	26,8	43,1	18,2	11,9	100,0	6 963,826
	1979		57,0	25,1	17,9	100,0	5 388,419
	1980		55,2	26,4	18,4	100,0	6 946,973
	1981	31,3	39,8	16,6	12,2	100,0	10 684,143
BATIMENTS DESTINES A L'ENSEIGNEMENT ET A LA RECHERCHE	1978	29,4	48,4	15,1	7,1	100,0	1 597,977
	1979		60,5	24,7	14,7	100,0	1 369,119
	1980		65,5	20,2	14,4	100,0	1 728,101
	1981	41,1	39,8	13,7	5,4	100,0	2 910,312
EQUIPEMENTS SPORTIFS, LOISIR, CULTUREL, RELIGIEUX	1978	22,9	35,3	20,8	21,0	100,0	1 010,240
	1979		46,6	30,5	22,9	100,0	749,879
	1980		53,8	28,0	18,1	100,0	930,693
	1981	36,1	31,9	18,3	13,8	100,0	2 104,049
EQUIPEMENTS SANITAIRES ET SOCIAUX	1978	19,0	45,8	24,0	11,2	100,0	1 456,750
	1979		60,4	25,3	14,4	100,0	1 230,121
	1980		56,8	29,9	13,3	100,0	1 339,698
	1981	26,7	39,7	20,9	12,7	100,0	2 067,927
BATIMENTS NON-RESIDENTIELS SANS AUTRE INDICATION	1978	32,7	41,9	13,2	12,2	100,0	307,495
	1979		70,9	15,7	13,4	100,0	590,921
	1980		36,2	7,9	55,9	100,0	899,474
	1981	48,4	29,1	5,0	17,6	100,0	1 536,445
TOTAL BATIMENT NON-RESIDENTIEL	1978	29,1	36,7	18,2	16,0	100,0	23 081,186
	1979		51,5	23,2	25,2	100,0	18 921,778
	1980		53,3	24,8	21,9	100,0	22 299,574
	1981	35,1	32,5	15,7	16,8	100,0	39 058,752
LOGEMENT	1978	68,4	22,1	6,0	3,4	100,0	48 176,416
	1979		67,5	22,0	10,4	100,0	15 109,954
	1980		72,0	18,5	9,5	100,0	19 120,419
	1981	69,2	22,5	5,9	2,5	100,0	70 548,014
AUTRES BATIMENTS	1978	30,4	24,4	24,1	21,1	100,0	3 001,949
	1979		53,0	27,8	19,3	100,0	2 085,330
	1980		43,1	27,8	29,2	100,0	2 160,941
	1981	26,1	23,3	14,4	36,2	100,0	4 784,835
TOTAL BATIMENT	1978	54,7	26,7	10,5	8,0	100,0	74 259,551
	1979		58,3	23,0	18,7	100,0	36 117,062
	1980		61,0	22,2	16,8	100,0	43 580,934
	1981	55,8	25,9	9,6	8,8	100,0	114 391,600
TOTAL B T P	1978	47,3	25,9	11,9	15,0	100,0	87 837,076
	1979		48,3	22,1	29,6	100,0	51 298,330
	1980		47,9	21,4	30,7	100,0	63 260,581
	1981	48,0	25,0	11,2	15,8	100,0	136 943,876

Graphique 3
TRAVAUX D'AMELIORATION-ENTRETIEN DU BATIMENT NON RESIDENTIEL
SELON LA NATURE DE L'OUVRAGE EN 1978 ET 1981 (en %)



3 - RAPPORTS DES TRAVAUX D'AMELIORATION-ENTRETIEN A L'ENSEMBLE DES TRAVAUX (amélioration-entretien + neuf) DU BATIMENT NON-RESIDENTIEL.

Le rapport des travaux d'amélioration-entretien à l'ensemble des travaux (amélioration-entretien + neuf) du bâtiment non-résidentiel, varie selon la nature de l'ouvrage et la taille de l'entreprise.

Il diminue quand la taille de l'entreprise augmente, et ceci, quelles que soient les années d'observation et quelle que soit la nature de l'ouvrage. Il passe en 1981 de 57,5 % que les artisans et les entreprises (0 à 10 salariés) à 24,7 % pour les entreprises de 200 salariés et plus (en 1978 ces pourcentages étaient respectivement 59,1 % et 18,6 %).

Entre 1978 et 1981, on remarque l'importance des travaux d'amélioration-entretien par rapport à l'ensemble des travaux réalisés par les entreprises de 200 salariés et plus dans le bâtiment non-résidentiel, (au détriment des entreprises de 0 à 10 salariés).

Si l'on tient compte de la nature de l'ouvrage, les travaux portant sur des ouvrages, comme les "Installations et bâtiments agricoles", le "Commerce de détail", les "Bureaux" sont constitués à plus de 40 % par de l'amélioration-entretien; alors que les travaux portant sur les ouvrages "Bâtiments destinés au stockage", et les "Bâtiments destinés à l'enseignement et à la recherche" sont constitués à 35 % environ par de l'amélioration-entretien.

Tableau 6
RAPPORT DES TRAVAUX D'AMELIORATION-ENTRETIEN A L'ENSEMBLE
DES TRAVAUX DU BATIMENT NON-RESIDENTIEL
SELON LA NATURE DE L'OUVRAGE ET
LA TAILLE DE L'ENTREPRISE DE 1978 A 1981

Source : Enquête annuelle d'entreprise

Unité = %

Taille de l'entreprise		0 à 10 salariés	11 à 49 salariés	50 à 199 salariés	200 salariés et plus	TOTAL
Nature de l'ouvrage						
INSTALLATIONS ET BATIMENTS AGRICOLES	1978	58,9	29,6	29,5	1,1	48,1
	1979		22,4	23,7	0,9	20,6
	1980		36,5	21,8	7,6	32,2
	1981	48,6	28,9	13,5	1,2	38,1
ATELIERS INDUSTRIELS, USINES	1978	61,1	47,6	40,9	19,1	33,6
	1979		53,0	37,5	26,1	34,9
	1980		50,3	40,0	18,0	31,1
	1981	58,7	49,8	42,1	29,0	41,3
BATIMENTS DESTINES AU STOCKAGE	1978	41,1	35,8	16,3	8,0	26,5
	1979		29,7	12,1	14,6	19,7
	1980		36,7	23,9	10,6	27,2
	1981	45,5	34,6	23,6	13,4	33,4
GARAGES ET PARKING	1978	42,0	50,8	25,6	12,9	32,5
	1979		46,2	16,5	14,7	24,8
	1980		46,1	23,6	15,2	27,3
	1981	49,4	40,1	35,1	7,5	30,7
COMMERCE DE DETAIL	1978	59,4	54,2	39,1	28,7	50,2
	1979		53,4	42,9	19,3	45,6
	1980		52,5	33,8	19,2	43,2
	1981	60,1	50,7	36,2	15,9	48,1
BUREAUX	1978	66,0	53,6	40,7	21,1	45,0
	1979		56,2	42,3	22,9	41,9
	1980		53,9	45,9	21,6	40,8
	1981	54,7	56,2	41,4	22,8	45,1
BATIMENTS DESTINES A L'ENSEIGNEMENT ET A LA RECHERCHE	1978	49,7	46,2	21,9	7,4	30,4
	1979		44,6	28,0	11,5	28,4
	1980		47,9	24,4	15,0	31,7
	1981	66,1	52,1	25,6	9,4	40,1
EQUIPEMENTS SPORTIFS, LOISIR, CULTUREL, RELIGIEUX	1978	45,1	46,9	33,0	44,1	42,2
	1979		35,5	35,3	28,0	33,4
	1980		40,4	29,6	23,4	32,8
	1981	53,7	42,9	34,7	23,6	39,6
EQUIPEMENTS SANITAIRES ET SOCIAUX	1978	63,7	53,1	33,6	10,6	34,1
	1979		54,2	32,6	12,0	32,4
	1980		53,8	37,6	12,3	34,1
	1981	64,8	56,1	39,2	18,8	43,0
BATIMENTS NON-RESIDENTIELS SANS AUTRE INDICATION	1978	47,6	38,8	38,5	24,3	38,3
	1979		61,7	37,7	22,9	46,5
	1980		50,4	40,2	60,6	54,4
	1981	65,5	56,5	25,7	43,2	54,0
TOTAL BATIMENT NON-RESIDENTIEL	1978	59,1	49,4	36,7	18,6	38,6
	1979		51,0	36,1	22,5	36,1
	1980		50,2	37,9	19,7	35,4
	1981	57,5	50,9	37,9	24,7	42,7

Les travaux d'amélioration-entretien du bâtiment non-résidentiel selon la nature de l'ouvrage et l'activité principale d'entreprise.

1 - QUATRE ACTIVITES PRINCIPALES, ("Installation électrique" [5540], "Maçonnerie et travaux courants de béton armé" [5560], "Menuiserie-Serrurerie" [5571], "Aménagements, finitions" [5573]), représentent, à elles seules, la part la plus importante des travaux d'amélioration-entretien du Bâtiment non-résidentiel : 70 %.

L'évolution de cette part, entre 1978 et 1981, est la suivante : (Tableau 7)

Tableau 7

en %

Activité principale	5540 Installation électrique	5560 Maçonnerie et travaux courants de béton armé	5571 Menuiserie- serrurerie	5573 Aménagements finitions	TOTAL
1978	13	24	12	21	70
1979 (*)	21	23	10	18	72
1980 (*)	14	23	9	19	65
1981	19	21	11	19	70

(*) Pour 1979 et 1980, l'évolution ne concerne que les entreprises de plus de 10 salariés.

2 - L'ESSENTIEL DES TRAVAUX D'AMELIORATION-ENTRETIEN DU BÂTIMENT NON-RESIDENTIEL concerne 4 types d'ouvrage et ces travaux sont réalisés principalement (+ de 60 %) par des entreprises de 3 secteurs :

Les travaux d'amélioration-entretien portant sur les "Ateliers industriels, usines" et les "Bureaux", sont réalisés en grande partie par des entreprises dont les APE sont :

- 5540 : Installation électrique
- 5560 : Maçonnerie et travaux courants de béton armé
- 5573 : Aménagements, finitions.

Entre 1978 et 1981, l'importante de l'"Installation électrique" dans les travaux concernant les "Ateliers industriels, usines" a doublé (au détriment des deux autres APE, [5560 et 5573]).

Par contre la part des différents secteurs qui interviennent dans les travaux d'amélioration-entretien des "Bureaux" est restée stable entre 1978 et 1981.

Les travaux d'amélioration-entretien qui portent sur le "Commerce de détail" sont réalisés à 70 % environ, par des entreprises dont les APE sont :

- 5560 : Maçonnerie et travaux courants de béton armé
- 5571 : Menuiserie-Serrurerie
- 5573 : Aménagements, finitions.

Sur ce type d'ouvrage, la moitié des travaux d'amélioration-entretien réalisés est constituée par des "Aménagements-finitions".

Enfin, s'agissant des "Bâtiments destinés à l'enseignement et à la recherche" (qui représentent 7 % environ des travaux d'amélioration-entretien du Bâtiment non-résidentiel), 60 % des travaux qui les concernent sont réalisés par des entreprises dont les APE sont les suivantes :

- 5560 : Maçonnerie et travaux courants de béton armé
- 5572 : Couverture, plomberie et installations sanitaires
- 5573 : Aménagements, finitions.

Le Tableau 8 donne la répartition des travaux d'amélioration-entretien réalisés sur un type d'ouvrage donné selon l'APE.

Tableau 8
REPARTITION DES TRAVAUX D'AMELIORATION-ENTRETIEN DANS
LE BATIMENT NON-RESIDENTIEL REALISES SUR UN TYPE D'OUVRAGE DONNE,
SELON LE SECTEUR DE 1978 A 1981 (1)

Unité = %

Nature de l'ouvrage		Part des travaux d'amélioration-entretien (2)	Secteur			
			5540 Installation électrique	5560 Maçonnerie et travaux courants de béton armé	5571 Menuiserie serrurerie	5572 Couverture, plomberie et installations sanitaires
ATELIERS INDUSTRIELS, USINES	1978	52	16	22		14
	1979	65	32	20		13
	1980	49	17	20		12
	1981	61	31	19		11
COMMERCE DE DETAIL	1978	73		23	16	34
	1979	70		23	17	30
	1980	70		24	11	35
	1981	68		19	16	33
BUREAUX	1978	59	13	21		25
	1979	64	20	22		22
	1980	59	14	21		24
	1981	61	15	20		26
BATIMENTS DESTINES A L'ENSEIGNEMENT ET A LA RECHERCHE	1978	60		20	14	26
	1979	62		23	17	22
	1980	54		19	16	19
	1981	61		21	18	22

(1) En 1979 et en 1980, les statistiques portent sur les entreprises de plus de 10 salariés. (En 1978 et en 1981, elles portent sur l'ensemble des tailles d'entreprises).

(2) Part des travaux d'amélioration-entretien réalisés par les différents secteurs sur un type d'ouvrage donné : par exemple : 52 % de travaux réalisés sur "les ateliers industriels, usines" proviennent du secteur 5540 (16 %), du secteur 5560 (22 %) et du secteur 5573 (14 %).

3 - D'UN AUTRE COTE, IL Y A DES ENTREPRISES DONT UNE PART IMPORTANTE DE L'ACTIVITE PRINCIPALE EST CONSACREE A UN TYPE D'OUVRAGE PARTICULIER (en ce qui concerne les travaux d'amélioration-entretien).

Les entreprises dont les APE sont 5540 et 5570 consacrent respectivement 56 % et 41 % de leurs travaux d'amélioration-entretien, en 1981, aux "Ateliers industriels, usines".

Enfin, les entreprises dont l'APE est 5573 consacre en 1981 37 % de leurs travaux d'amélioration-entretien aux "Bureaux".

Tableau 9
MONTANT DES TRAVAUX D'AMELIORATION-ENTRETIEN
REALISES PAR LES ENTREPRISES SELON LA NATURE
DE L'OUVRAGE ET L'APE EN 1978 ET 1981

Source : Enquête annuelle d'entreprise

Unités = en millions de francs et en %

Nature de l'ouvrage	APE	5540	5560	5570	5571	5572	5573	Autres	TOTAL	MONTANT millions de F
		Installation électrique	Maçonnerie et travaux courants de béton armé	Génie climatique	Menuiserie serrurerie	Couverture, plomberie et installations sanitaires	Aména- gements, finitions			
INSTALLATIONS ET	1978	11,2	47,9	1,9	12,7	17,8	1,3	7,2	100,0	1 053,495
BATIMENTS AGRICOLES	1981	7,9	44,5	2,2	17,1	14,1	4,4	9,8	100,0	847,196
ATELIERS INDUSTRIELS	1978	16,0	21,9	13,1	8,8	8,1	13,5	18,5	100,0	7 134,304
USINES	1981	31,1	18,5	11,4	6,7	7,8	10,7	13,8	100,0	13 404,978
BATIMENTS DESTINES	1978	7,5	38,9	4,0	6,1	11,7	7,0	24,8	100,0	360,518
AU STOCKAGE	1981	8,4	32,1	3,4	20,3	7,7	10,1	18,0	100,0	805,324
GARAGES ET PARKING	1978	17,4	42,2	6,5	3,4	6,2	11,2	12,9	100,0	424,097
	1981	8,9	22,2	10,3	4,3	10,7	14,7	28,8	100,0	514,259
COMMERCE DE DETAIL	1978	11,4	23,0	5,6	16,3	7,2	34,0	2,4	100,0	2 772,484
	1981	15,0	18,9	6,2	15,6	7,8	32,7	3,8	100,0	4 184,118
BUREAUX	1978	12,6	20,7	9,3	13,9	12,0	24,8	7,3	100,0	6 963,826
	1981	15,3	20,0	10,3	12,7	9,4	25,8	6,5	100,0	10 684,143
BATIMENTS DESTINES A	1978	12,4	20,1	9,3	11,2	14,0	25,8	6,6	100,0	1 597,977
L'ENSEIGNEMENT	1981	9,4	21,0	11,6	12,0	17,9	22,3	5,8	100,0	2 910,312
ET A LA RECHERCHE										
EQUIPEMENTS SPORTIFS,	1978	7,7	36,3	4,3	10,0	13,3	24,6	3,9	100,0	1 010,240
LOISIR CULTUREL	1981	8,3	38,6	4,8	12,1	11,7	17,7	6,7	100,0	2 104,049
RELIGIEUX										
EQUIPEMENTS SANITAIRES	1978	11,2	22,6	12,6	11,2	13,5	23,4	5,5	100,0	1 456,750
ET SOCIAUX	1981	11,6	20,0	11,2	12,3	11,8	27,0	6,0	100,0	2 067,927
BATIMENTS NON-RESIDENTIELS SANS	1978	10,5	29,9	4,6	14,1	12,6	11,4	16,9	100,0	307,495
AUTRE INDICATION	1981	9,3	23,7	6,2	13,9	9,4	7,2	30,4	100,0	1 536,445
TOTAL BATIMENT	1978	13,1	24,1	9,5	11,6	10,7	20,6	10,4	100,0	23 081,186
NON RESIDENTIEL	1981	19,1	21,4	9,6	11,0	9,7	19,0	10,2	100,0	39 058,752
LOGEMENT	1978	8,2	29,4	8,3	14,7	16,9	19,1	3,4	100,0	48 176,416
	1981	6,7	27,6	8,0	12,9	19,9	21,1	3,8	100,0	70 548,014
AUTRES BATIMENTS	1978	10,1	31,2	7,5	10,1	15,0	18,6	7,6	100,0	3 001,949
	1981	14,8	19,2	13,7	5,8	10,0	20,6	15,9	100,0	4 784,835
TOTAL BATIMENT	1978	9,8	27,8	8,6	13,5	14,9	19,6	5,7	100,0	74 259,551
	1981	11,3	25,1	8,8	12,0	16,0	20,4	6,5	100,0	114 391,600
TOTAL B T P	1978	9,1	24,6	7,3	11,5	12,8	16,6	18,0	100,0	87 837,076
	1981	10,9	22,0	7,4	10,1	13,5	17,1	19,1	100,0	136 943,376

Tableau 10
MONTANT DES TRAVAUX D'AMELIORATION-ENTRETIEN
REALISES PAR LES ENTREPRISES SELON LA NATURE
DE L'OUVRAGE ET L'APE EN 1978 ET 1981

Source : Enquête annuelle d'entreprise

Unités = millions de francs et %

Nature de l'ouvrage	APE	5540	5560	5570	5571	5572	5573	Autres	TOTAL
		Installation électrique	Maçonnerie et travaux courants de béton armé	Génie climatique	Menuiserie serrurerie	Couverture, plomberie et installations sanitaires	Aménagements, finitions		
INSTALLATIONS ET	1978	3.9	9.1	0.9	5.0	7.6	0.3	3.2	4.6
BATIMENTS AGRICOLES	1981	0.9	4.5	0.5	3.4	3.2	0.5	2.1	2.2
ATELIERS INDUSTRIELS	1978	37.8	28.0	42.6	23.4	23.6	20.3	55.3	30.9
USINES	1981	56.0	29.7	40.7	20.8	27.9	19.2	46.5	34.3
BATIMENTS DESTINES AU STOCKAGE	1978	0.9	2.5	0.7	0.8	1.7	0.5	3.7	1.6
	1981	0.9	3.1	0.7	3.8	1.6	1.1	3.6	2.1
GARAGES ET PARKING	1978	2.4	3.2	1.3	0.5	1.1	1.0	2.3	1.8
	1981	0.6	1.4	1.4	0.5	1.5	1.0	3.7	1.3
COMMERCE DE DETAIL	1978	10.5	11.5	7.1	16.9	8.1	19.8	2.8	12.0
	1981	8.4	9.5	6.9	15.2	8.6	18.4	4.0	10.7
BUREAUX	1978	28.9	25.9	29.3	35.1	33.9	36.3	21.1	30.2
	1981	22.0	25.6	29.3	31.4	26.7	37.0	17.5	27.4
BATIMENTS DESTINES A L'ENSEIGNEMENT ET A LA RECHERCHE	1978	6.6	5.8	7.2	6.7	9.1	8.7	4.4	6.9
	1981	3.7	7.3	9.0	8.1	13.8	8.7	4.2	7.5
EQUIPEMENTS SPORTIFS, LOISIR CULTUREL RELIGIEUX	1978	2.6	6.6	2.0	3.8	5.5	5.2	1.6	4.4
	1981	2.4	9.7	2.7	5.9	6.5	5.0	3.6	5.4
EQUIPEMENTS SANITAIRES ET SOCIAUX	1978	5.4	5.9	8.3	6.1	8.0	7.2	3.4	6.3
	1981	3.2	5.0	6.2	5.9	6.4	7.5	3.1	5.3
BATIMENTS NON RESIDENTIELS SANS AUTRE INDICATION	1978	1.1	1.7	0.6	1.6	1.6	0.7	2.2	1.3
	1981	1.9	4.4	2.5	5.0	3.8	1.5	11.7	3.9
TOTAL BATIMENT NON RESIDENTIEL	1978	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
	1981	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
MONTANT DES TRAVAUX D'AMELIORATION ENTRETIEN DU BATIMENT NON RESIDENTIEL (en millions de francs)	1978	3 024.1	5 572.5	2 199.3	2 673.8	2 458.9	4 760.4	2 392.1	23 081.1
	1981	7 450.1	8 366.4	3 745.8	4 304.7	3 775.6	7 434.8	3 981.3	39 058.8

Les travaux d'amélioration-entretien dans le bâtiment non-résidentiel selon la nature de l'ouvrage et le client (*)

1 - LA PART DES TRAVAUX D'AMELIORATION-ENTRETIEN DU BATIMENT NON-RESIDENTIEL

réalisée pour les " Sociétés privées non financières " représente 41 % de l'ensemble de ces travaux en 1981 (et également en 1978).

Les " Ateliers industriels, usines " et les " Bureaux " constituent l'essentiel des travaux d'amélioration-entretien du bâtiment non résidentiel commandés par les " Sociétés privées non financières " : 86 % en 1981.

2 - LE 2^e CLIENT POUR LES TRAVAUX D'AMELIORATION-ENTRETIEN DU BATIMENT NON-RESIDENTIEL

est constitué par les " Administrations " (publiques ou privées, centrales ou locales). Elles ont commandé 28 % des travaux d'amélioration-entretien du bâtiment non résidentiel en 1981 (contre 24 % en 1978). Ces travaux concernent en particulier les " Bureaux " et les " Bâtiments destinés à l'enseignement et à la recherche " qui représentent 61 % des travaux d'amélioration-entretien commandés par les " Administrations " en 1981.

3 - SI L'ON OBSERVE LA NATURE DE L'OUVRAGE,

on remarque qu'il y a des clients privilégiés pour certains types d'ouvrage :

- **Les sociétés privées non financières** ont commandé en 1981 70 % des travaux d'amélioration-entretien des " Ateliers industriels, usines " et 60 % des " Garages et parking ".
- **Les administrations** ont commandé en 1981 85 % des " Bâtiments destinés à l'enseignement et à la recherche " et 80 % des " Equipements sportifs, loisir, culturel, religieux ".
- **Les " Sociétés publiques non financières "** (Charbonnages de France, E.D.F., G.D.F., R.A.T.P., S.N.C.F., Air France, Air Inter, PTT) ont commandé 65 % des travaux d'amélioration-entretien des " Equipements sanitaires et sociaux ".
- **Enfin les " Ménages "** ont commandé en 1981 74 % des travaux d'amélioration-entretien réalisés sur les " Installations et bâtiments agricoles " et 51 % sur le " Commerce de détail ".

(*) **Clients :**

- Charbonnage de France, Electricité de France, Gaz de France, S.N.C.F., R.A.T.P., Air France, Air Inter, PTT, autres Sociétés et quasi-sociétés publiques non financières.
- Sociétés et quasi-sociétés privées non financières
- Institutions de crédit, Entreprises d'assurances, Sociétés et quasi-sociétés non financières sans autre précision
- Organismes d'HLM
- Promoteurs
- Administrations publiques centrales, Administrations publiques locales, Administrations de Sécurité Sociale, Administrations privées, Administrations étrangères et internationales, Administrations sans autre précision.
- Ménages
- Non recensé, Inconnu.

Tableau 11
MONTANT DES TRAVAUX D'AMÉLIORATION-ENTRETIEN DES BATIMENTS
REALISES PAR LES ENTREPRISES DE PLUS DE 10 SALARIES
SELON LE CLIENT ET LA NATURE DE L'OUVRAGE DE 1978 A 1981

Source : Enquête annuelle d'entreprise

Unités = millions de francs et %

Nature de l'ouvrage	Clients regroupés	Sociétés & quasi-sociétés publiques non financières	Sociétés & quasi-sociétés privées non financières	Sociétés & quasi-sociétés financières	H.L.M.	Promoteurs	Administrations	Ménages	TOTAL	MONTANTS millions de F
INSTALLATIONS ET BATIMENTS AGRICOLES	1978	0,1	20,6	0,0	0,0	3,5	5,0	70,8	100,0	208,411
	1979	0,4	30,4	0,0	0,0	0,0	8,2	61,0	100,0	175,571
	1980	1,2	33,3	0,0	0,1	0,9	8,6	55,8	100,0	203,061
	1981	2,8	20,5	0,0	0,0	0,9	17,0	58,7	100,0	254,693
ATELIERS INDUSTRIELS USINES	1978	9,5	77,5	0,3	0,1	0,4	5,4	6,7	100,0	5 561,800
	1979	13,4	72,3	0,1	0,1	1,9	5,7	6,5	100,0	7 113,296
	1980	10,1	74,8	0,2	0,0	0,2	6,8	7,9	100,0	7 413,059
	1981	14,0	66,4	0,1	0,1	0,4	13,8	5,2	100,0	9 733,504
BATIMENTS DESTINES AU STOCKAGE	1978	28,9	46,1	0,0	0,0	1,3	12,0	11,7	100,0	256,512
	1979	8,6	57,5	0,2	0,0	1,4	20,0	12,2	100,0	239,563
	1980	19,0	60,0	0,1	0,2	0,5	9,2	10,9	100,0	455,907
	1981	9,6	65,7	0,5	0,0	1,5	14,2	8,4	100,0	399,208
GARAGES ET PARKING	1978	2,3	75,8	0,5	0,1	2,0	11,5	7,9	100,0	336,250
	1979	5,5	68,2	0,2	0,3	3,1	13,7	9,0	100,0	271,942
	1980	9,2	73,2	0,1	0,3	4,8	7,3	5,0	100,0	389,244
	1981	5,9	65,2	0,0	1,0	0,9	12,7	14,3	100,0	303,718
COMMERCE DE DETAIL	1978	0,2	43,8	0,3	0,1	5,3	3,5	46,8	100,0	1 599,757
	1979	0,5	41,6	0,4	0,0	1,2	3,3	52,9	100,0	1 792,947
	1980	0,8	49,1	0,1	0,0	3,1	2,5	44,3	100,0	1 993,364
	1981	0,5	52,4	0,3	0,4	1,2	2,5	42,7	100,0	1 950,384
BUREAUX	1978	19,8	18,6	15,8	0,8	1,1	39,5	4,3	100,0	5 098,053
	1979	22,1	19,5	14,5	0,2	0,6	39,0	4,1	100,0	5 388,419
	1980	16,8	24,1	13,0	0,2	1,8	39,7	4,4	100,0	6 946,973
	1981	16,8	22,6	12,9	0,4	2,4	41,1	3,6	100,0	7 336,227
BATIMENTS DESTINES A L'ENSEIGNEMENT ET A LA RECHERCHE	1978	1,2	11,5	0,2	2,5	0,2	81,3	3,0	100,0	1 128,882
	1979	1,1	6,6	0,0	5,8	0,0	84,9	1,6	100,0	1 369,119
	1980	0,8	7,6	0,1	0,2	0,4	89,0	1,8	100,0	1 728,101
	1981	1,8	9,7	0,0	1,0	0,7	85,1	1,6	100,0	1 714,352
EQUIPEMENTS SPORTIFS, LOISIR, CULTUREL, RELIGIEUX	1978	1,5	16,0	0,0	0,7	0,4	76,8	4,6	100,0	778,831
	1979	0,9	17,0	0,0	0,7	0,3	76,3	4,7	100,0	749,879
	1980	0,9	18,8	0,2	0,1	0,1	75,9	3,9	100,0	930,643
	1981	1,6	10,4	0,1	1,1	0,4	82,5	3,9	100,0	1 345,470
EQUIPEMENTS SANITAIRES ET SOCIAUX	1978	59,9	14,6	0,4	0,3	0,4	20,5	3,9	100,0	1 180,594
	1979	63,3	11,7	0,6	0,2	1,0	20,8	2,4	100,0	1 230,121
	1980	60,1	13,7	2,1	0,6	0,5	19,9	3,1	100,0	1 339,698
	1981	68,5	9,5	0,2	0,1	0,6	18,3	2,8	100,0	1 515,349
BATIMENTS NON RESIDENTIELS, SANS AUTRE INDICATION	1978	10,0	44,0	0,1	0,1	0,0	35,1	10,2	100,0	206,957
	1979	10,7	50,1	0,1	0,3	1,0	29,2	8,6	100,0	590,921
	1980	1,4	29,6	0,0	0,2	0,2	61,5	7,2	100,0	899,474
	1981	3,3	43,1	0,0	0,1	0,3	46,1	7,0	100,0	792,949
TOTAL BATIMENT NON RESIDENTIEL	1978	14,5	42,1	5,1	0,5	1,2	26,2	10,3	100,0	16 356,047
	1979	16,1	42,1	4,3	0,6	1,2	25,5	10,2	100,0	18 921,778
	1980	13,0	43,0	4,3	0,1	1,1	29,0	9,6	100,0	22 299,574
	1981	14,9	41,2	3,9	0,3	1,1	30,6	7,9	100,0	25 345,855
LOGEMENT	1978	1,4	12,0	1,0	10,6	10,5	3,6	61,1	100,0	15 215,937
	1979	1,5	13,3	0,7	12,1	10,0	4,6	57,9	100,0	15 108,606
	1980	1,6	12,2	1,0	12,4	9,8	3,9	59,1	100,0	19 120,419
	1981	1,6	13,7	0,9	13,3	11,0	3,2	56,3	100,0	21 732,188
AUTRES BATIMENTS	1978	8,3	35,7	0,8	1,1	1,9	32,9	19,3	100,0	2 090,551
	1979	5,3	34,1	0,7	1,6	0,9	41,3	16,1	100,0	2 085,330
	1980	4,0	43,7	0,7	2,5	3,5	33,2	12,4	100,0	2 160,941
	1981	5,1	42,3	7,7	1,5	2,2	30,4	10,9	100,0	3 535,302
TOTAL BATIMENT	1978	8,2	28,1	3,0	5,1	5,4	16,4	33,8	100,0	33 662,535
	1979	9,4	29,6	2,6	5,5	4,9	15,7	30,5	100,0	36 115,714
	1980	7,5	29,5	2,7	5,6	5,0	18,2	31,4	100,0	43 580,934
	1981	8,5	29,5	2,9	6,0	5,4	18,8	28,9	100,0	50 613,345
TOTAL B T P	1978	11,5	24,9	2,2	3,7	4,1	28,7	24,9	100,0	46 326,020
	1979	13,3	26,0	1,8	3,9	3,7	29,2	22,0	100,0	51 296,982
	1980	11,2	26,1	1,8	4,0	3,8	31,2	22,0	100,0	63 260,581
	1981	11,1	25,5	2,1	4,3	4,1	32,0	21,0	100,0	71 207,762

Tableau 12
TRAVAUX D'AMELIORATION-ENTRETIEN DES BATIMENTS
REALISES PAR LES ENTREPRISES
SELON LE CLIENT,
LA NATURE DE L'OUVRAGE ET LA TAILLE
DE L'ENTREPRISE EN 1981

Source : Enquête annuelle d'entreprise

Unités = millions de francs et %

Nature de l'ouvrage	Clients regroupés Taille de l'entreprise	Sociétés & quasi-sociétés	Sociétés & quasi-sociétés	Sociétés & quasi-sociétés	H.L.M.	Promoteurs	Administrations	Ménages	TOTAL	MONTANTS millions de F
		publiques non financières	privées non financières	publiques non financières						
INSTALLATIONS ET BATIMENTS AGRICOLES	0 à 10 salariés	0,1	17,0	0,4	0,0	0,6	1,0	81,0	100,0	592,503
	plus de 10 salariés	2,8	20,5	0,0	0,0	0,9	17,0	58,7	100,0	254,693
	total	0,9	18,0	0,3	0,0	0,7	5,8	74,3	100,0	847,196
ATELIERS INDUSTRIELS, USINES	0 à 10 salariés	4,2	77,8	0,1	0,1	0,7	2,7	14,5	100,0	3 671,390
	plus de 10 salariés	14,0	66,4	0,1	0,1	0,4	13,8	5,2	100,0	9 733,504
	total	11,3	69,6	0,1	0,1	0,5	10,8	7,7	100,0	13 404,894
BATIMENTS DESTINES AU STOCKAGE	0 à 10 salariés	3,2	60,2	0,0	0,0	0,2	4,2	32,3	100,0	406,116
	plus de 10 salariés	9,6	65,7	0,5	0,0	1,5	14,2	8,4	100,0	399,208
	total	6,4	62,9	0,3	0,0	0,8	9,1	20,5	100,0	805,324
GARAGES ET PARKING	0 à 10 salariés	2,9	50,5	0,1	0,4	0,5	5,2	40,4	100,0	210,541
	plus de 10 salariés	5,9	65,2	0,0	1,0	0,9	12,7	14,3	100,0	303,718
	total	4,7	59,2	0,1	0,7	0,7	9,6	25,0	100,0	514,259
COMMERCE DE DETAIL	0 à 10 salariés	0,5	36,7	0,1	0,1	0,8	4,0	57,9	100,0	2 233,734
	plus de 10 salariés	0,5	52,4	0,3	0,4	1,2	2,5	42,7	100,0	1 950,384
	total	0,5	44,0	0,2	0,2	1,0	3,3	50,8	100,0	4 184,118
BUREAUX	0 à 10 salariés	11,6	24,0	16,2	0,0	1,4	37,7	9,1	100,0	3 347,896
	plus de 10 salariés	16,8	22,6	12,9	0,4	2,4	41,1	3,6	100,0	7 336,227
	total	15,2	23,1	14,0	0,3	2,1	40,0	5,3	100,0	10 684,123
BATIMENTS DESTINES A L'ENSEIGNEMENT ET A LA RECHERCHE	0 à 10 salariés	2,0	9,5	0,0	0,0	0,8	85,1	2,6	100,0	1 195,960
	plus de 10 salariés	1,8	9,7	0,0	1,0	0,7	85,1	1,6	100,0	1 714,352
	total	1,9	9,6	0,0	0,6	0,7	85,1	2,0	100,0	2 910,312
EQUIPEMENTS SPORTIFS, LOISIR, CULTUREL, RELIGIEUX	0 à 10 salariés	1,5	11,3	0,2	0,0	1,0	77,0	8,9	100,0	758,579
	plus de 10 salariés	1,6	10,4	0,1	1,1	0,4	82,5	3,9	100,0	1 345,470
	total	1,6	10,7	0,1	0,7	0,6	80,5	5,7	100,0	2 104,049
EQUIPEMENTS SANITAIRES ET SOCIAUX	0 à 10 salariés	55,7	23,6	0,0	0,0	1,0	10,8	8,9	100,0	552,579
	plus de 10 salariés	68,5	9,5	0,2	0,1	0,6	18,3	2,8	100,0	1 515,349
	total	65,1	13,3	0,2	0,1	0,7	16,3	4,4	100,0	2 067,927
BATIMENTS NON RESIDENTIELS SANS AUTRE INDICATION	0 à 10 salariés	4,4	49,8	0,1	0,1	0,0	24,8	20,8	100,0	743,494
	plus de 10 salariés	3,3	43,1	0,0	0,1	0,3	46,1	7,0	100,0	792,949
	total	3,9	46,4	0,1	0,1	0,2	35,8	13,7	100,0	1 536,443
TOTAL BATIMENT NON RESIDENTIEL	0 à 10 salariés	6,9	41,1	4,0	0,0	0,8	24,3	22,8	100,0	13 712,790
	plus de 10 salariés	14,9	41,2	3,9	0,3	1,1	30,6	7,9	100,0	25 345,855
	total	12,1	41,2	3,9	0,2	1,0	28,4	13,1	100,0	39 058,645
LOGEMENT	0 à 10 salariés	0,4	6,0	0,1	1,9	2,2	1,0	88,5	100,0	48 814,244
	plus de 10 salariés	1,6	13,7	0,9	13,3	11,0	3,2	56,3	100,0	21 732,188
	total	0,7	8,3	0,4	5,4	4,9	1,7	78,6	100,0	70 546,432
AUTRES BATIMENTS	0 à 10 salariés	0,8	29,5	0,9	0,5	1,2	25,3	41,7	100,0	1 249,533
	plus de 10 salariés	5,1	42,3	7,7	1,5	2,2	30,4	10,9	100,0	3 535,902
	total	4,0	38,9	5,9	1,2	2,0	29,0	18,9	100,0	4 784,835
TOTAL BATIMENT	0 à 10 salariés	1,8	14,0	1,0	1,5	1,9	6,5	73,4	100,0	63 776,567
	plus de 10 salariés	8,5	29,5	2,9	6,0	5,4	18,8	28,9	100,0	50 613,345
	total	4,8	20,8	1,8	3,5	3,4	11,9	53,7	100,0	114 389,911
TOTAL B T P	0 à 10 salariés	2,3	14,2	1,0	1,4	1,9	7,5	71,7	100,0	65 734,423
	plus de 10 salariés	11,1	25,5	2,1	4,3	4,1	32,0	21,0	100,0	71 207,765
	total	6,8	20,1	1,5	2,9	3,0	20,2	45,3	100,0	136 942,188

Les travaux d'amélioration-entretien du bâtiment non-résidentiel selon le client et la taille de l'entreprise

1 - LA TAILLE DE L'ENTREPRISE

Les artisans et les petites entreprises (de 0 à 10 salariés) réalisent 29 % en 1978 et 35 % en 1981 de l'ensemble des travaux d'amélioration-entretien du bâtiment non-résidentiel.

Ils ont pour clients principaux les " Sociétés privées non financières " et les " Ménages " pour lesquels ils ont réalisé en 1978, 69 % de leur activité.

En 1981, ce dernier pourcentage passe à 64 %, baisse due à la diminution de la commande des ménages.

Les artisans et les petites entreprises (de 0 à 10 salariés) ont doublé leur chiffre d'affaires en 4 ans.

Les entreprises de 11 à 49 salariés sont celles qui réalisaient la part la plus importante des travaux d'amélioration-entretien du bâtiment non résidentiel en 1978 : 37 %.

En 1981, elles perdent cette première place en faveur des petites entreprises et ne réalisent plus que 33 % de ces travaux.

Leur propre chiffre d'affaires a augmenté entre 1978 et 1981 de 50 %.

Les principaux clients de cette catégorie d'entreprises sont les " Sociétés privées non financières " (36 % et 40 % respectivement en 1978 et 1981) et les " Administrations " (28 % en 1978 et 29 % en 1981).

Les entreprises de 50 à 199 salariés réalisent 18 % de l'ensemble des travaux d'amélioration-entretien du bâtiment non-résidentiel en 1978, contre 16 % en 1981, et leur chiffre d'affaires a augmenté entre 1978 et 1981 de 46 %.

Elles réalisent en 1978 45 % de leurs travaux d'amélioration-entretien du bâtiment non résidentiel pour les " Sociétés privées non financières " (42 % en 1981).

Enfin, les entreprises de 200 salariés et plus réalisent 16 % des travaux d'amélioration-entretien du bâtiment non résidentiel en 1978, contre 17 % en 1981.

Ces entreprises ont pour client principal les " Sociétés privées non financières " avec 52 % des travaux en 1978 et 43 % en 1981. Cette baisse de leur activité envers les " Sociétés privées non financières " est compensée par une augmentation de cette activité envers les " Administrations ".

Le chiffre d'affaires, en amélioration-entretien du bâtiment non-résidentiel, des entreprises de 200 salariés et plus a augmenté entre 1978 et 1981 de 77 %.

2 - LE CLIENT

Plus de 80 % des travaux d'amélioration-entretien du bâtiment non-résidentiel sont commandés par les clients suivants : " Sociétés privées non financières ", " Administrations " et " Ménages ".

Les " Sociétés privées non financières " représentent 41 % des travaux d'amélioration-entretien du bâtiment non résidentiel commandés par l'ensemble des clients. Le chiffre d'affaires réalisé par l'intermédiaire de ces sociétés a augmenté de 70 % entre 1978 et 1981.

Les " Sociétés privées non financières " passent en 1978 27 % de leurs commandes aux entreprises de 0 à 10 salariés et aux artisans. Cette proportion passe à 35 % en 1981.

Les " Administrations "

Ce client représente en 1978 24 % des travaux d'amélioration-entretien du bâtiment non résidentiel commandés par l'ensemble des clients (28 % en 1981). Les entreprises qui ont réalisé des travaux

d'amélioration-entretien pour les " Administrations " ont doublé leur chiffre d'affaires entre 1978 et 1981.

Les travaux destinés aux " Administrations " sont réalisés à 23 % par les artisans et les entreprises de 0 à 10 salariés en 1978. Cette proportion passe à 30 % en 1981.

Les " Ménages "

Les " Ménages " représentent en 1978 16 % des travaux d'amélioration-entretien du bâtiment non-résidentiel, et 13 % en 1981. Ce sont les artisans et les entreprises de 0 à 10 salariés qui réalisent la part la plus importante de ces travaux : 55 % en 1978 et 61 % en 1981.

3 - RAPPORT DES TRAVAUX D'AMELIORATION-ENTRETIEN DU BATIMENT NON-RESIDENTIEL A L'ENSEMBLE DES TRAVAUX DU BATIMENT NON-RESIDENTIEL

Rappelons que les travaux du bâtiment non résidentiel représentent en 1978 31 % de l'ensemble des travaux du bâtiment et 34 % en 1981. (Ces rapports sont de 17 % pour les entreprises de 0 à 10 salariés et les artisans en 1978, et 21 % en 1981 ; ils sont de 49 % pour les entreprises de plus de 10 salariés en 1978, et 50 % en 1981).

Les travaux d'amélioration-entretien constituent 39 % des travaux du bâtiment non résidentiel en 1978, proportion qui passe à 43 % en 1981, dépassant ainsi le rapport (amélioration-entretien) / (amélioration-entretien + neuf) dans le logement qui s'élève à 42 %. (Voir Introduction).

Les artisans et les entreprises de 0 à 10 salariés :

Les travaux consacrés par les artisans et les entreprises de 0 à 10 salariés au bâtiment non-résidentiel sont constitués à 59 % par des travaux d'amélioration-entretien en 1978 (58 % en 1981). Et lorsque les clients auxquels sont destinés ces travaux sont les " Sociétés publiques non financières ", cette proportion passe à 77 %.

Les entreprises de plus de 10 salariés :

Le rapport des travaux d'amélioration-entretien à l'ensemble des travaux (amélioration-entretien + neuf) dans le bâtiment non-résidentiel est en nette progression entre 1978 et 1981 pour les entreprises de plus de 10 salariés qui réalisent des travaux dans ce secteur.

Il passe de 34 % à 38 % entre 1978 et 1981.

Ce rapport augmente quelle que soit la nature du client auquel sont destinés les travaux d'amélioration-entretien du bâtiment non-résidentiel.

Enfin ce même rapport est inférieur à celui qui caractérise les entreprises de 0 à 10 salariés et les artisans.

Tableau 13
TRAVAUX D'AMELIORATION-ENTRETIEN DES BATIMENTS NON-RESIDENTIELS
REALISES PAR LES ENTREPRISES
SELON LE CLIENT ET LA TAILLE DE 1978 A 1981

Source : Enquête annuelle d'entreprise

Unités = millions de francs et %

Clients regroupés		Taille de l'entreprise	0 à 10 salariés	11 à 49 salariés	50 à 199 salariés	200 salariés et plus	TOTAL
SOCIETES & QUASI-SOCIETES PUBLIQUES NON FINANCIERES	1978	567,753 8,4	1 151,274 13,6	665,618 15,8	560,391 15,2	2 945,036 12,8	
	1979		1 304,327 13,4	547,778 12,5	1 199,845 25,1	3 051,950 16,1	
	1980		1 430,762 12,0	752,582 13,6	712,903 14,6	2 896,247 13,0	
	1981	947,953 6,9	1 636,341 12,9	1 031,868 16,9	1 113,106 17,0	4 732,267 12,1	
SOCIETES & QUASI-SOCIETES PRIVEES NON FINANCIERES	1978	2 544,229 37,8	3 074,934 36,3	1 893,635 45,1	1 923,813 52,1	9 436,611 40,9	
	1979		3 760,948 38,6	1 982,027 45,1	2 227,072 46,7	7 970,947 42,1	
	1980		4 659,592 39,2	2 622,769 47,4	2 303,935 47,1	9 586,296 43,0	
	1981	5 631,098 41,1	5 052,234 39,8	2 589,548 42,3	2 811,918 43,0	16 084,798 41,2	
SOCIETES & QUASI-SOCIETES FINANCIERES	1978	187,312 2,8	520,326 6,1	189,622 4,5	130,450 3,5	1 027,710 4,5	
	1979		529,629 5,4	190,194 4,3	88,483 1,9	808,306 4,3	
	1980		607,272 5,1	270,118 4,9	76,443 1,6	953,833 4,3	
	1981	554,247 4,0	632,315 5,0	237,521 3,9	106,441 1,6	1 530,525 3,9	
H.L.M.	1978	13,828 0,2	42,847 0,5	9,856 0,2	32,140 0,9	98,671 0,4	
	1979		15,500 0,2	7,933 0,2	87,417 1,8	110,850 0,6	
	1980		19,677 0,2	6,349 0,1	6,183 0,1	32,209 0,1	
	1981	6,114 0,0	19,439 0,2	36,288 0,6	28,441 0,4	90,281 0,2	
PROMOTEURS	1978	52,123 0,8	57,186 0,7	28,058 0,7	109,809 3,0	247,176 1,1	
	1979		63,952 0,7	27,804 0,6	130,974 2,7	222,730 1,2	
	1980		128,413 1,1	83,116 1,5	28,537 0,6	240,066 1,1	
	1981	115,903 0,8	108,351 0,9	69,119 1,1	104,249 1,6	397,623 1,0	
ADMINISTRATIONS	1978	1 288,142 19,2	2 384,430 28,2	1 127,254 26,8	771,667 20,9	5 571,493 24,1	
	1979		2 619,761 26,9	1 365,722 31,0	841,975 17,6	4 827,458 25,5	
	1980		3 261,496 27,5	1 555,046 28,1	1 641,785 33,6	6 458,327 29,0	
	1981	3 330,541 24,3	3 738,541 29,5	1 708,717 27,9	2 311,603 35,3	11 089,294 28,4	
MENAGES	1978	2 071,752 30,8	1 233,101 14,6	286,402 6,8	163,234 4,4	3 754,489 16,3	
	1979		1 457,128 14,9	276,520 6,3	195,520 4,1	1 929,537 10,2	
	1980		1 771,241 14,9	241,359 4,4	119,996 2,5	2 132,596 9,6	
	1981	3 127,042 22,8	1 489,114 11,7	447,114 7,3	70,588 1,1	5 133,857 13,1	
TOTAL	1978	6 725,139 100,0	8 464,098 100,0	4 200,445 100,0	3 691,504 100,0	23 081,186 100,0	
	1979		9 751,245 100,0	4 399,247 100,0	4 771,286 100,0	18 921,778 100,0	
	1980		11 878,453 100,0	5 531,339 100,0	4 889,782 100,0	22 299,574 100,0	
	1981	13 712,790 100,0	12 679,335 100,0	6 120,174 100,0	6 546,346 100,0	39 058,645 100,0	

Tableau 14
RAPPORT DES TRAVAUX D'AMELIORATION-ENTRETIEN
DES BATIMENTS NON-RESIDENTIELS A L'ENSEMBLE DES TRAVAUX
DES BATIMENTS NON-RESIDENTIELS DE 1978 A 1981,
SELON LE CLIENT ET LA TAILLE DE L'ENTREPRISE

Source : Enquête annuelle d'entreprise

Unités = millions de francs et %

Clients regroupés	Taille de l'entreprise	0 à 10 salariés	plus de 10 salariés	toutes tailles
SOCIETES & QUASI-SOCIETES PUBLIQUES NON FINANCIERES	1978	76.7	28.9	32.9
	1979		32.0	
	1980		29.9	
	1981	63.5	31.4	34.9
SOCIETES & QUASI-SOCIETES PRIVEES NON FINANCIERES	1978	58.8	34.0	38.4
	1979		37.9	
	1980		36.4	
	1981	55.7	39.9	44.3
ADMINISTRATIONS	1978	56.3	33.0	36.5
	1979		34.0	
	1980		34.8	
	1981	59.1	37.9	42.5
MENAGES	1978	58.5	41.0	49.1
	1979		40.5	
	1980		42.0	
	1981	58.6	39.4	49.2
TOTAL	1978	59.1	33.8	38.6
	1979		36.1	
	1980		35.4	
	1981	57.5	37.5	42.7

Les travaux d'amélioration-entretien du bâtiment non-résidentiel confiés en sous-traitance

Les travaux d'amélioration du bâtiment non-résidentiel confiés en sous-traitance représentent 8 % de l'ensemble des travaux d'amélioration-entretien du bâtiment non résidentiel en 1978. Cette proportion n'a pas varié entre 1978 et 1981.

Les entreprises de plus de 10 salariés ont un rapport de sous-traitance confiée (travaux d'amélioration-entretien confiés en sous-traitance / ensemble des travaux d'amélioration-entretien) 2 fois plus important que celui des entreprises de 0 à 10 salariés et des artisans (10 % pour les entreprises de plus de 10 salariés et 5 % pour les entreprises de 0 à 10 salariés et les artisans).

Les travaux d'amélioration-entretien confiés en sous-traitance concernent surtout les ouvrages suivants : " Ateliers industriels, usines ", " Commerce de détail " et " Bureaux ".

Tableau 15
**RAPPORT DES TRAVAUX D'AMELIORATION-ENTRETIEN
CONFIES EN SOUS-TRAITANCE A L'ENSEMBLE DES TRAVAUX
D'AMELIORATION-ENTRETIEN EN 1978 ET 1981,
SELON LA NATURE DE L'OUVRAGE ET LA TAILLE DE L'ENTREPRISE**

Source : Enquête annuelle d'entreprise

Unités = millions de francs et %

Nature de l'ouvrage	Taille de l'entreprise		Travaux d'amélioration-entretien du bâtiment non-résidentiel confiés en sous-traitance (millions de F)			
			0 à 10 salariés	plus de 10 salariés	Toutes tailles	
INSTALLATIONS ET BATIMENTS AGRICOLES	1978		1,2	8,4	2,6	27
	1981		2,0	8,2	3,9	33
ATELIERS INDUSTRIELS, USINES	1978		3,8	10,3	8,9	633
	1981		3,5	8,4	7,0	945
BATIMENTS DESTINES AU STOCKAGE	1978		6,4	7,5	7,1	26
	1981		10,2	14,3	12,2	98
GARAGES ET PARKING	1978		2,8	13,0	10,9	46
	1981		6,9	8,1	7,6	39
COMMERCE DE DETAIL	1978		12,6	9,3	10,7	297
	1981		4,4	9,4	6,7	282
BUREAUX	1978		4,2	9,7	8,2	571
	1981		4,1	10,2	8,3	887
BATIMENTS DESTINES A L'ENSEIGNEMENT ET A LA RECHERCHE	1978		2,7	8,6	8,6	109
	1981		4,5	10,8	8,2	239
EQUIPEMENTS SPORTIFS, LOISIR, CULTUREL, RELIGIEUX	1978		2,9	9,0	7,6	77
	1981		3,6	13,4	9,9	208
EQUIPEMENTS SANITAIRES ET SOCIAUX	1978		3,7	8,9	7,9	116
	1981		8,3	10,5	9,9	206
BATIMENTS NON RESIDENTIELS SANS AUTRE INDICATION	1978		1,5	7,4	5,5	17
	1981		16,1	4,1	9,9	153
TOTAL BATIMENT NON RESIDENTIEL	1978		5,0	9,7	8,3	1 919
	1981		5,0	9,5	7,9	3 090
LOGEMENT	1978		1,7	8,3	3,8	
	1981		3,3	10,1	5,4	
AUTRES BATIMENTS	1978		1,3	10,6	7,8	
	1981		6,4	10,9	9,7	
TOTAL BATIMENT	1978		2,2	9,1	5,4	
	1981		3,7	9,9	6,4	
TOTAL B T P	1978		2,2	8,7	5,4	
	1981		3,8	9,3	6,7	
Travaux d'amélioration-entretien du bâtiment non-résidentiel confiés en sous-traitance (millions de F)	1978		336	1 583	1 919	
	1981		680	2 410	3 090	

**LA PRIME
A L'AMELIORATION DE L'HABITAT
EN 1983 ET 1984**

Présentation de l'étude

Le fléchissement de la construction de logements neufs, que l'on observe depuis plusieurs années, renforce l'intérêt d'une meilleure connaissance des travaux d'amélioration de l'habitat. Ces travaux constituent une part de plus en plus importante de l'activité des entreprises du bâtiment. Ce sont les travaux bénéficiant d'une aide publique qui sont les mieux appréhendés par le système statistique.

Les aides de l'Etat ayant pour but de favoriser la réalisation de travaux d'amélioration de l'habitat existent sous des formes diverses. Tandis que les subventions de l'ANAH * et les PALULOS * sont destinées à l'amélioration de logements en location, la Prime à l'Amélioration de l'Habitat (PAH) est versée à des propriétaires occupants de condition modeste.

La présente étude vise à fournir un ensemble d'informations structurelles sur cette prime qui n'avait que peu fait jusqu'à ce jour l'objet d'une investigation statistique.

Si la PAH existe depuis 1955, ce sont le décret n° 79-977 du 20 novembre 1979 et la circulaire du 16 juin 1980 qui, précisant l'essentiel des dispositions en vigueur, lui donnent sa forme actuelle. Notre étude se limitera à cette dernière forme.

La PAH est suivie statistiquement depuis 1980 à partir du fichier national, géré par la Direction des Affaires Economiques et Internationales, et alimenté par les informations tirées des formulaires de demandes et de décisions que codifient les Directions Départementales de l'Equipement, dont le rôle est l'instruction des dossiers. Par ailleurs, des informations financières (consommation de crédits) transmises mensuellement et trimestriellement par les DDE et les Directions Régionales de l'Equipement (DRE) à la Direction de la Construction (DC) ont également été utilisées.

L'objectif de l'étude est double : d'une part mettre en évidence les principaux résultats relatifs à l'importance de la PAH, à sa répartition géographique et à son évolution dans le temps, et d'autre part décrire les bénéficiaires, les logements concernés, ainsi que les travaux réalisés.

* ANAH : Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat.

* PALULOS : Primes à l'Amélioration des Logements à Usage Locatif et à Occupation Sociale.

La distribution de la prime

A) LA PAH ET LES AUTRES AIDES DE L'ETAT POUR L'AMELIORATION DE L'HABITAT

Le tableau ci-dessous précise les principaux résultats disponibles au titre de l'année 1984 pour l'ANAH, les PALULOS et la PAH.

	ANAH	PALULOS	PAH	TOTAL
NOMBRE LOGEMENTS	90 100	198 056	49 596	337 752
CREDITS CONSOMMES (millions de F.)	890	2 160	434	3 484
VOLUME DES TRAVAUX (millions de F.)	3 080	6 000*	2 634	11 714

* Résultat très approximatif.

Ainsi, plus de 330 000 logements ont pu bénéficier en 1984 de 3,48 milliards de francs distribués qui ont favorisé la réalisation de plus de 11 milliards de francs de travaux. On note que la consommation des crédits PAH est sensiblement inférieure aux autres formes d'aide présentées. En revanche, les montants moyens par logement des primes ou subventions versées sont assez proches dans les 3 cas : respectivement 9 877 francs pour l'ANAH, 10 906 francs pour la PALULOS et 8 750 francs pour la PAH. Enfin, le rapport des crédits consommés sur le volume des travaux est le plus faible dans le cas de la PAH : 0,165 contre 0,289 pour l'ANAH et 0,36 pour la PALULOS.

B) L'EVOLUTION DE LA CONSOMMATION DE LA PAH DEPUIS 1980

La consommation des primes est enregistrée comptablement et statistiquement par la prise en compte de la Décision de Principe d'Octroi émise par la DDE au profit du pétitionnaire. Cette décision est émise si d'une part, après étude du dossier, les conditions relatives au demandeur, à son logement et aux travaux sont remplies, et si, d'autre part, des crédits en permettent le financement.

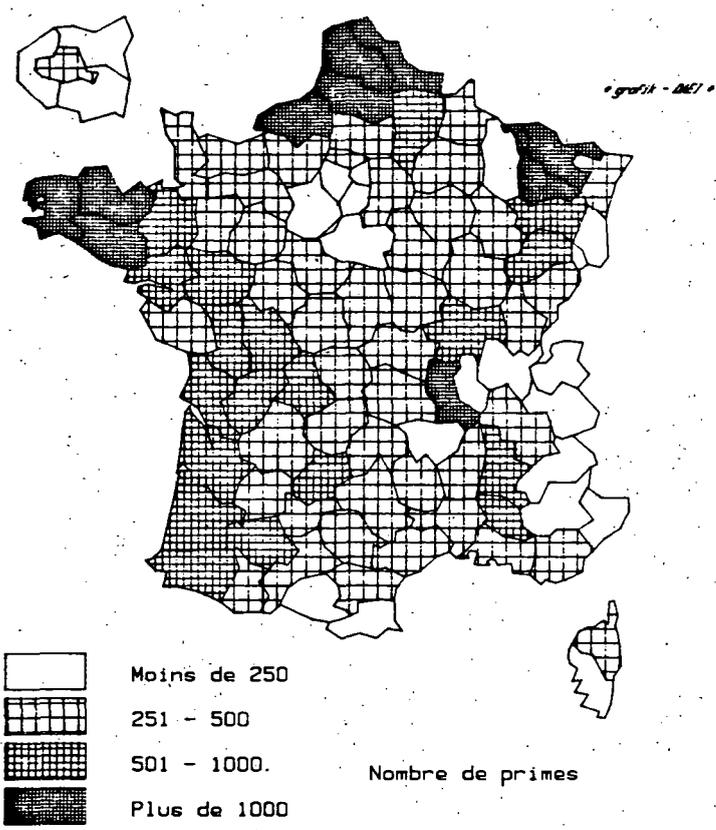
A la réception de cette décision, le pétitionnaire fait alors réaliser les travaux, le paiement effectif de la prime n'intervenant qu'après leur achèvement.

Le tableau ci-dessous retrace l'évolution de la consommation depuis 1980.

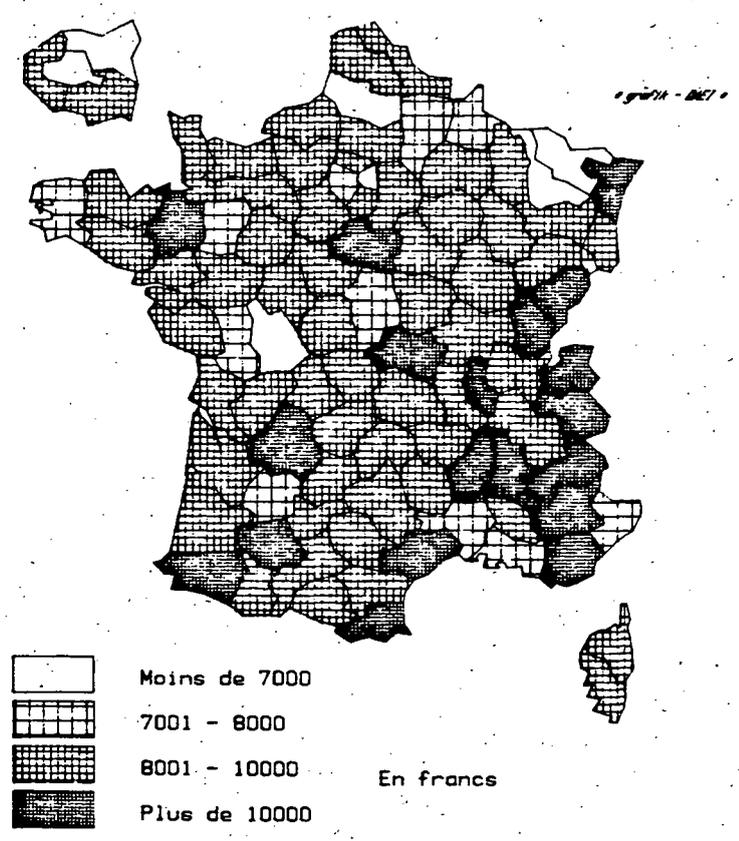
	1980	1981	1982	1983	1984
NOMBRE PRIMES	63 287	66 169	56 638	44 722	49 596
dont FSGT *	—	—	—	—	12 715
MONTANT PRIMES (milliers de francs)	464 943	530 382	464 897	376 296	434 238
dont FSGT *	—	—	—	—	136 894
MONTANT TRAVAUX (milliers de francs)	2 408 714	2 926 312	2 627 831	2 244 878	2 633 828
VALEUR MOYENNE PRIME (francs)	7 347	8 015	8 208	8 414	8 755
VALEUR MOYENNE TRAVAUX (francs)	42 289	44 225	46 397	50 196	43 106

* FSGT : Fonds Spécial des Grands Travaux.

CONSOMMATION DES PRIMES EN 1984



MONTANT MOYEN DES PRIMES EN 1984



En dépit d'un redressement en 1984 par rapport à 1983, c'est bien une tendance générale à la diminution du nombre et du volume des primes distribuées qui est observée, les dotations budgétaires ayant été de plus en plus restreintes. En 1984, 136 des 434 millions de francs consommés l'ont été en utilisant une dotation sur le Fonds Spécial des Grands Travaux, financement de type non budgétaire.

On note par ailleurs une progression régulière de la valeur moyenne des primes et des travaux.

Précisons que le montant de la prime est établi dans le cas le plus courant en appliquant un taux de 20 % dans le secteur diffus et de 25 % dans le secteur des Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) ou des Programmes d'Intérêt Généraux (PIG) au montant des travaux retenus. Par ailleurs, le montant maximum de la prime ne peut excéder respectivement 14 000 francs et 17 500 francs selon les secteurs précités. Enfin, en 1984, le volume des primes versées en secteur OPAH ou PIG s'élevait à 34 % des crédits distribués contre 38 % en 1983.

C) REPARTITION GEOGRAPHIQUE

On trouvera en annexe les principaux résultats au niveau départemental pour les années 1983 et 1984. L'étude menée sur les 5 années 1980 à 1984 permet de dégager 2 types de variables : d'une part celles de niveau (nombre de primes, montant des primes, montant des travaux), et d'autre part celles de valeurs moyennes (montants moyens des primes et des travaux).

Sur les 5 années, une certaine permanence des valeurs relatives des départements apparaît pour chacun des types de variables. Des groupes de départements peuvent être ainsi constitués.

Une carte départementale de la France pour chacun des 2 types de variables et relative aux résultats 1984 est fournie ci-contre.

En ce qui concerne le nombre de primes, les départements dont l'industrialisation est ancienne : Nord-Pas de Calais, Lorraine, Loire, Seine-Maritime ainsi que la Bretagne sont ceux qui en distribuent le plus, en général plus de 1 000 par an. On note que, d'une manière générale, les départements situés à l'ouest consomment davantage de primes que ceux situés à l'est.

Par contre, en ce qui concerne le montant moyen des primes, sa valeur est en général la plus élevée dans la partie sud-est de la France.

D) ETUDE DES DELAIS

Le fichier des PAH permet de connaître pour chaque prime attribuée 3 dates : date de dépôt de la demande, date de la décision de principe d'octroi, et date de paiement de la prime. Le rapprochement des 2 premières, l'étude du délai d'octroi, permet de déterminer la rapidité avec laquelle la demande est satisfaite (adaptation de l'offre de crédits à la demande). Le rapprochement des 2 dernières nous donne l'échelonnement dans le temps de l'impact économique de ce type de crédit.

1) Etude du délai d'octroi

Le tableau ci-après donne, pour les années 1980 à 1984, la répartition des primes selon les délais d'octroi.

Année d'octroi	Délai d'octroi	Moins 3 mois	3 à 6 mois	+ 6 mois à 1 an	+ 1 an à 2 ans	+ 2 ans	Ensemble
1980		61,1	32,7	4,7	0,9	0,6	100,0
% cumulés		61,1	93,8	98,5	99,4	100,0	-
1981		61,4	33,4	3,7	1,0	0,5	100,0
% cumulés		61,4	94,8	98,5	99,5	100,0	-
1982		38,6	41,2	16,2	3,2	0,8	100,0
% cumulés		38,6	79,8	96,0	99,2	100,0	-
1983		33,1	30,0	20,7	15,3	0,9	100,0
% cumulés		33,1	63,1	83,8	99,1	100,0	-
1984		45,4	23,7	12,0	15,2	3,7	100,0
% cumulés		45,4	69,1	81,1	96,3	100,0	-
Ensemble		49,0	32,5	10,9	6,4	1,2	100,0
% cumulés		49,0	81,5	92,4	98,8	100,0	-

En dépit d'une certaine amélioration en 1984 de la proportion des demandes octroyées dans les 6 mois, les résultats de ce tableau traduisent un accroissement des demandes ayant exigé plus d'un an pour leur octroi. Ainsi, en 1981, 1,5 % des demandes avaient attendu plus d'un an pour être satisfaites, contre 18,9 % en 1984.

Ces chiffres sont à rapprocher de la baisse des crédits alloués aux PAH depuis 1982, alors que la demande du public pour ce type d'aide restait forte. On remarque que la baisse du niveau des crédits distribués en 1982 par rapport à 1981 est encore ressentie en 1984, puisque 3,7 % des primes octroyées cette année-là correspondent à des dossiers déposés en 1982.

En annexe, est présenté pour les années 1983 et 1984 un tableau des délais d'octroi au niveau départemental. Ces délais dépendent à ce niveau de nombreux facteurs : du temps nécessaire à l'instruction du dossier compte tenu du personnel affecté, des retards dus aux relances auprès des pétitionnaires pour dossier incomplet, du nombre de dossiers déposés et surtout de la dotation de crédits allouée au département.

Les résultats départementaux montrent une grande disparité des délais d'octroi : d'un département à l'autre, et pour un même département d'une année sur l'autre. Ainsi en 1984, tandis que dans une vingtaine de départements 30 % des dossiers octroyés avaient été déposés depuis plus d'un an, dans une quarantaine d'autres ce chiffre est inférieur à 5 %.

2) Etude du délai de paiement

A la réception de la décision de principe d'octroi de la prime, le pétitionnaire a normalement un délai de 2 ans pour réaliser les travaux projetés, ce délai pouvant être dans certains cas allongé d'un an. A l'achèvement des travaux, une décision de paiement est prise par la DDE.

Une exploitation statistique des dossiers payés depuis 1980 donne le tableau ci-dessous.

Moins de 3 mois	3 à 6 mois	+ 6 mois à 1 an	+ 1 an à 2 ans	+ 2 ans	Total
20,5	37,4	26,5	12,6	3,0	100,0

Plus de 55 % des demandeurs réalisent donc leurs travaux dans un délai de 6 mois après la décision d'octroi.

Résultats structurels

L'étude abordera 3 thèmes : profil du demandeur, profil du logement, et les travaux réalisés.

A) PROFIL DU DEMANDEUR

Pour l'âge et la CSP, on a fait figurer pour comparaison les résultats relatifs aux propriétaires occupants tirés du sondage au vingtième du recensement de la population de 1982.

AGE	Moins de 40 ans	De 40 à - de 60	60 ans et +	Total
RP 1982	23	40	37	100
PAH 1980 à 1984	26	33	41	100
Dont OPAH-PIG	21	28	51	100
Dont diffus	28	34	38	100

La répartition par tranche d'âge des bénéficiaires de PAH montre une légère accentuation des modalités extrêmes par comparaison au RP 1982. Par contre, 51 % des bénéficiaires d'une PAH en OPAH ou PIG ont plus de 60 ans alors que ceux-ci ne sont que 37 % de la population des propriétaires occupants.

CSP	Agriculteurs	Industriels	Cadres supérieur	Cadres moyens	Employés	Ouvrier	Inactifs	TOTAL
RP 1982	6,4	8,1	8,8	13,2	7,7	20,6	35,2	100,0
PAH 1980 à 1984	15	3	1	6	16	17	42	100,0
Dont OPAH-PIG	13	3	1	5	13	14	51	100,0
Dont diffus	16	3	1	6	17	18	39	100,0

Par comparaison avec les résultats du RP 1982, les CS des bénéficiaires PAH **relativement** les plus nombreux sont : les agriculteurs, les inactifs et les employés. Le plafond des ressources imposables fixé assez bas peut l'expliquer pour les 2 premières CS ; l'importance des employés s'explique moins, elle peut être causée par une mauvaise codification de cette variable. On remarque que 51 % des bénéficiaires de PAH dans le secteur OPAH-PIG sont des inactifs, résultat que l'on peut rapprocher de celui trouvé sur les tranches d'âge.

REVENU IMPOSABLE	TOTAL	- 10 000 F	10 000 à - 20 000 F	20 000 à - 40 000 F	40 000 à - 60 000 F	+ 60 000 F
1980	100,0	34,8	17,8	36,0	10,4	1,0
1981	100,0	29,5	16,0	36,5	14,9	3,1
1982	100,0	27,1	16,2	35,1	16,9	4,7
1983	100,0	25,9	17,5	33,9	16,9	5,8
1984	100,0	21,0	14,5	33,2	21,4	9,9

L'augmentation, d'année en année, de la proportion des demandeurs dans les tranches les plus élevées s'est accentuée en 1984. Ainsi, 31,3 % des bénéficiaires avaient un revenu imposable supérieur à 40 000 francs en 1984 contre 22,7 en 1983. Il faut cependant tenir compte de la forte hausse générale des prix pendant la période considérée. Par ailleurs, la répartition, non reproduite ici, des revenus imposables, diffère très peu selon le secteur : diffus ou OPAH-PIG.

On doit préciser que le plafond des ressources imposables pour bénéficier d'une prime est établi à partir du plafond PAP. Le plafond applicable est modulé par le nombre de personnes à charge, l'activité du conjoint, et le type de commune.

B) PROFIL DU LOGEMENT (avant travaux)

L'étude des éléments de confort, de l'âge du logement et de la surface habitable sera présentée. Pour comparaison, on fera apparaître des résultats du sondage au vingtième du RP 1982 concernant les propriétaires occupants.

ELEMENTS DE CONFORT (avant travaux)	W.-C. INTERIEUR		SALLE D'EAU		CHAUFFAGE CENTRAL	
	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui
1980	47.6	52.4	52.4	47.6	73.6	26.4
1981	42.9	57.1	48.8	51.2	76.5	23.5
1982	39.6	60.4	45.7	54.3	73.6	26.4
1983	38.4	61.6	45.1	54.9	71.1	28.9
1984	35.8	64.2	42.2	57.8	68.8	31.2
RP 1982	13.0	87.0	13.0	87.0	29.0	61.0
Dont rural	20.0	80.0	21.0	79.0	44.0	56.0

On note une amélioration continue de la proportion des éléments de confort présents avant travaux ; cependant, les proportions sont bien inférieures à celles comparables tirées du RP 1982. Les logements en communes rurales sont moins bien dotés en éléments de confort que les autres ; on sait par ailleurs qu'environ 60 % des primes distribuées le sont pour des logements en communes rurales.

Le tableau ci-dessous évalue à partir des résultats du sondage au vingtième le nombre de logements occupés par des propriétaires pour lesquels un des éléments de confort est absent.

Source : RP 1982

LOGEMENTS PROPRIETAIRES OCCUPANTS	Pas de W.C. intérieur	Pas d'installation sanitaire	Pas de chauffage central	Ensemble
RURAL	703 540	738 460	1 557 320	3 510 200
URBAIN	616 160	545 380	1 359 680	6 418 580
ENSEMBLE	1 309 700	1 283 840	2 917 000	9 928 780

Bien que le sous-ensemble des propriétaires occupants pouvant prétendre obtenir une prime est sans doute bien inférieur à 10 millions, il n'en reste pas moins qu'au vu des seuls éléments de confort présentés ici, les besoins restent considérables. Par ailleurs, 760 000 logements occupés par des propriétaires occupants, dont 303 220 en communes rurales, sont jugés surpeuplés selon l'indice de peuplement de l'INSEE.

AGE DU LOGEMENT	Moins de 30 ans	30 à 50 ans	51 à 120 ans	+ 120 ans	Total
PAH	14	16	54	16	100

Dans le cas le plus courant, la PAH n'est accordée qu'aux logements ayant été construits depuis plus de 20 ans.

70 % des logements ayant bénéficié de primes avaient été construits depuis plus de 50 ans. Par ailleurs, d'après le sondage au vingtième du RP 1982, les résidences principales ayant été construites depuis plus de 20 ans représentent 60 % des logements des propriétaires occupants, soit 6 millions environ.

Une exploitation du fichier PAH pour la surface habitable donne les résultats ci-dessous.

SURFACE HABITABLE	0 à 50 m ²	51 à 100 m ²	+ 100 m ²	Total
%	12	57	31	100

C) TRAVAUX REALISES

Présentation des travaux en fonction de leur nature et de leur tranche de coût.

NATURE DES TRAVAUX	1980	1981	1982	1983	1984
Gros œuvre	45,1	48,7	50,7	52,9	52,1
Aménagements intérieurs	22,4	24,1	23,6	24,3	23,6
Chauffage (équipements)	29,0	21,8	20,1	17,2	16,6
Economies d'énergie	3,2	4,8	4,7	4,4	6,7
Autres	0,3	0,6	0,9	1,2	1,0
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Tandis que la part des travaux de gros œuvre augmente jusqu'à représenter plus de 50 % de la masse totale, la part des travaux du poste chauffage décroît régulièrement.

Par contre, les travaux d'économie d'énergie ont connu une croissance forte en 1984, sans doute liée aux crédits FSGT ; le chiffre de 6,7 % est sans doute quelque peu inférieur à la réalité parce que, d'une part la nomenclature des travaux d'économie d'énergie a été conçue de façon limitative, et que, d'autre part, la codification ne permet pas toujours d'éclater le montant des devis de façon très précise, les autres postes étant sans doute un peu surévalués.

On rappelle que 70 000 francs est la valeur plafonnée pour le calcul de la prime. 23 % des demandeurs ayant obtenu une prime en 1984 réalisent des travaux d'un montant égal ou supérieur à ce plafond. En considérant les demandes octroyées de 1980 à 1984, cette proportion tombe à 19 %.

L'utilisation des services d'un maître-d'œuvre ou d'une assistance administrative modifie peu la distribution d'ensemble.

Notons enfin l'importance relative plus forte des tranches inférieures de coût dans le secteur OPAH-PIG.

REPARTITION PAR TRANCHE DE COUT

Année 1984

Coût des travaux	Ensemble	Dont OPAH PIG	Dont Diffus	Sans M.O. d'œuvre	Avec M.O. d'œuvre
- 10 000 F	8	10	7	8	7
10 000 à - 20 000 F	17	20	16	17	18
20 000 à - 30 000 F	17	17	18	17	18
30 000 à - 50 000 F	24	22	24	24	23
50 000 à - 70 000 F	11	10	11	12	11
70 000 F et +	32	21	24	22	23
ENSEMBLE	100	100	100	100	100

Au terme de cette étude, il apparaît que si les crédits attribués aux PAH ont baissé depuis 1981, la demande des primes reste forte. Elle est le reflet de besoins potentiels importants pour les travaux d'amélioration de l'habitat. La progression des travaux autres d'aménagements intérieurs et chauffage montre que les besoins ne sont pas confinés aux seuls éléments de confort retenus dans l'étude qui représentent moins de 40 % de la valeur des travaux réalisés.

Le profil du demandeur, surtout dans le cas du secteur OPAH-PIG, présente des traits qui mettent en évidence le caractère redistributif et social de la PAH, qui sera sans doute accentué en 1985 par l'abaissement du plafond des ressources imposables à 70 % du plafond PAP dans le secteur diffus.

Enfin, cette étude fait ressortir des disparités fortes d'un département à l'autre, surtout en ce qui concerne les délais d'octroi. Le système TRIAL, implanté en ce qui concerne les PAH vraisemblablement en 1987, sera en mesure, par un traitement plus rapide de l'information, de faciliter la répartition des crédits tant au niveau régional que départemental.

Méthodologie adoptée

Les résultats relatifs au montant des primes tirés du fichier PAH ont fait l'objet d'une confrontation avec des données d'origine comptable fournies par la DC * et les DDE.

Le taux de couverture exprimé comme le rapport de :
$$\frac{\text{montant primes fichier DAEI}}{\text{montant primes DC - DDE}}$$

dont la valeur approche les 90 % pour les années 1980 à 1982, passe à 95 % en 1983 et approchera ce chiffre à la prochaine exploitation pour 1984. Par ailleurs, le taux d'anomalie pour les variables structurelles est inférieur au niveau national, à 10 %.

Des redressements ont été réalisés pour les besoins de cette étude. Les résultats départementaux marqués d'une étoile ont fait l'objet de redressements importants, et sont donc plus fragiles.

* DC : Direction de la Construction.

Annexe 1
PRINCIPAUX RESULTATS DEPARTEMENTAUX SUR LA CONSOMMATION DES PAH EN 1983 ET 1984

Unites : montant des primes et des travaux en milliers de francs
montant moyen des primes et des travaux en francs

REGIONS ET DEPARTEMENTS	1983					1984				
	Nombre Primes	Montants Primes	Montants Travaux	Mont. Moy. Prime	Mont. Moy. Travaux	Nombre Primes	Montants Primes	Montants Travaux	Mont. Moy. Prime	Mont. Moy. Travaux
ILE-DE-FRANCE										
PARIS	489	3 374	14 831	6 899	30 450	389	2 408	10 328	6 190	26 550
SEINE-ET-MARNE	271	2 205	14 051	8 136	51 849	350	3 093	20 719	8 837	59 197
YVELINES	228	1 567	8 308	6 873	36 438	217	1 699	9 360	7 830	43 133
ESSONNE	142	1 287	7 460	9 063	52 535	91	862	4 473	9 473	49 154
HAUTS-DE-SEINE	118	866	5 459	7 339	46 262	93	877	6 174	9 430	66 387
SEINE-SAINT-DENIS	156	1 079	5 868	6 917	37 615	151	1 034	5 371	6 848	35 570
VAL-DE-MARNE	130	977	5 786	7 515	44 508	124	1 003	5 573	8 088	44 943
VAL-D'OISE	395	3 167	18 669	8 018	47 263	397	3 535	21 470	8 904	54 086
Ensemble	1 929	14 522	80 492	7 528	41 728	1 812	14 511	83 468	8 008	46 064
CHAMPAGNE-ARDENNES										
ARDENNES	374	2 504	13 809	6 695	36 922	471	3 590	20 945	7 620	44 469
AUBE	286	2 660	17 794	9 300	62 217	412	3 676	27 973	8 922	67 896
MARNE	461	4 243	25 220	9 204	54 707	424	4 207	25 699	9 922	60 611
HAUTE-MARNE	322	2 679	16 964	8 320	52 683	469	4 482	24 140	9 556	51 471
Ensemble	1 443	12 086	73 787	8 376	51 134	1 776	15 955	98 757	8 984	55 606
PICARDIE										
AISNE	672	4 854	24 543	7 223	36 522	911	7 136	36 846	7 833	40 445
OISE	568	4 947	25 760	8 710	45 352	456	4 301	20 993	9 432	46 037
SOMME	1 598	10 430	59 960	6 530	37 522	1 600	10 500	60 000	6 563	37 500
Ensemble	2 838	20 231	110 263	7 129	38 852	2 967	21 937	117 839	7 394	39 716
HAUTE-NORMANDIE										
EURE	356	3 622	23 073	10 174	64 812	402	4 000	25 011	9 950	62 216
SEINE-MARITIME	1 146	9 651	55 122	8 421	48 099	1 035	8 678	48 711	8 385	47 064
Ensemble	1 502	13 273	78 195	8 837	52 061	1 437	12 678	73 722	8 822	51 303
CENTRE										
CHER	348	2 470	16 270	7 098	46 753	420	3 128	20 938	7 448	49 852
EURE-ET-LOIR	171	1 545	8 901	9 035	52 053	205	1 995	14 082	9 732	47 473
INDRE	317	2 933	19 051	9 252	60 098	404	3 905	28 047	9 666	69 423
INDRE-ET-LOIRE	333	3 479	21 031	10 447	63 156	365	3 646	18 304	9 989	50 148
LOIR-ET-CHER	461	3 432	21 633	7 445	46 926	376	3 164	19 411	8 415	51 625
LOIRET	185	1 808	10 972	9 773	59 308	201	2 044	14 303	10 169	71 159
Ensemble	1 815	15 667	97 858	8 632	53 916	1 971	17 882	115 085	9 073	58 389
BASSE-NORMANDIE										
CALVADOS	399	3 444	21 718	8 632	54 431	418	3 673	22 532	8 787	53 904
MANCHE	275	2 446	15 369	8 895	55 887	438	3 671	21 816	8 382	49 808
ORNE	235	2 000	10 588	8 511	45 055	284	2 401	14 824	8 454	52 197
Ensemble	909	7 890	47 675	8 680	52 448	1 140	9 745	59 172	8 548	51 905
BOURGOGNE										
COTE-D'OR	436	3 737	21 328	8 571	48 917	414	3 520	22 311	8 502	53 891
NIEVRE	611	5 246	30 427	8 586	49 799	389	3 607	24 161	9 272	62 111
SAONE-ET-LOIRE	591	4 990	31 772	8 443	53 760	997	8 965	61 622	8 992	61 807
YONNE	248	1 925	10 606	7 762	42 766	373	3 472	22 218	9 308	59 566
Ensemble	1 886	15 898	94 133	8 429	49 911	2 173	19 564	130 312	9 003	59 969
NORD-PAS-DE-CALAIS										
NORD	2 254	17 713	82 563	7 858	36 630	2 451	21 635	110 372	8 827	45 031
PAS-DE-CALAIS	1 109	9 842	52 157	8 875	47 031	1 509	14 449	82 540	9 575	54 698
Ensemble	3 363	27 555	134 720	8 136	40 059	3 960	36 084	192 912	9 112	48 715
LORRAINE										
MEURTHE-ET-MOSELLE	930	5 106	27 084	5 490	29 123	1 795	11 795	67 216	6 571	37 446
MEUSE	281	2 066	11 410	7 352	40 605	217	1 921	10 656	8 853	49 106
MOSELLE	1 004	5 730	30 011	5 707	29 891	1 085	7 016	38 429	6 466	35 418
VOSGES	420	3 459	21 610	8 236	51 452	527	4 306	24 267	8 171	46 047
Ensemble	2 635	16 361	90 115	6 209	34 199	3 624	25 038	140 568	6 909	38 788
ALSACE										
BAS-RHIN	358	3 417	20 453	9 545	57 131	269	2 740	16 974	10 186	63 100
HAUT-RHIN	166	1 588	9 977	9 566	60 102	181	1 735	11 693	9 586	64 602
Ensemble	524	5 005	30 430	9 552	58 073	450	4 475	28 667	9 944	63 704
FRANCHE-COMTE										
DOUBS	396	3 581	23 769	9 043	60 023	408	4 273	31 677	10 473	77 640
JURA	232	2 336	11 718	10 069	50 508	270	2 975	16 751	11 019	62 041
HAUTE-SAONE	417	3 525	19 388	8 453	46 494	530	4 690	24 889	8 849	46 960
TERRITOIRE-DE-BELFORT	100	745	3 891	7 450	38 910	133	1 026	5 423	7 714	40 774
Ensemble	1 145	10 187	58 766	8 897	51 324	1 341	12 964	78 740	9 667	58 717
PAYS DE LA LOIRE										
LOIRE-ATLANTIQUE	744	7 044	39 017	9 468	52 442	734	6 888	39 723	9 384	54 119
MAINE-ET-LOIRE	912	7 029	34 868	7 707	30 232	621	5 012	25 575	8 071	41 184
MAYENNE	254	1 928	10 922	7 591	43 000	312	2 193	11 728	7 029	37 590
SARTHE	380	3 779	24 252	9 945	63 821	449	4 000	26 185	8 909	58 318
VENDEE	444	4 119	24 432	9 277	55 027	349	3 297	19 693	9 447	56 427
Ensemble	2 734	23 899	133 491	8 741	48 826	2 465	21 390	122 904	8 677	49 860

Annexe 1 (suite)
PRINCIPAUX RESULTATS DEPARTEMENTAUX SUR LA CONSOMMATION DES PAH EN 1983 ET 1984

Unités : montant des primes et des travaux en milliers de francs
montant moyen des primes et des travaux en francs

REGIONS ET DEPARTEMENTS	1983				1984					
	Nombre Primes	Montants Primes	Montants Travaux	Mont. Moy. Primé	Mont. Moy. Travaux	Nombre Primes	Montants Primes	Montants Travaux	Mont. Moy. Prime	Mont. Moy. Travaux
BRETAGNE										
COTES-DU-NORD	1 299	10 594	61 258	8 156	47 158	1 300	10 700	66 296	8 231	50 997
FINISTERE	1 359	10 839	60 855	7 976	44 779	1 639	11 543	72 919	7 043	44 490
ILLE-ET-VILAINE	919	8 459	49 029	9 205	53 350	916	9 534	64 687	10 408	70 619
MORBIHAN	959	8 955	53 912	9 338	56 217	1 016	9 573	65 414	9 422	64 384
Ensemble	4 536	38 847	225 054	8 564	49 615	4 871	41 350	269 316	8 489	55 290
POITOU-CHARENTES										
CHARENTE	533	5 148	25 120	9 659	47 129	660	6 453	32 092	9 777	48 624
CHARENTE-MARITIME	802	6 483	40 213	8 084	50 141	769	6 710	42 529	8 726	55 304
DEUX-SEVRES	559	3 933	20 419	7 036	36 528	841	6 065	35 446	7 212	42 147
VIENNE	585	4 102	22 247	7 012	38 029	862	5 598	30 507	6 494	35 391
Ensemble	2 479	19 666	107 999	7 933	43 566	3 132	24 826	140 574	7 927	44 883
AQUITAINE										
DORDOGNE	325	3 447	16 904	10 606	52 012	365	4 039	19 162	11 066	52 499
GIRONDE	507	4 797	27 029	9 462	53 312	510	5 000	39 566	9 804	77 580
LANDES	179	1 499	7 022	8 374	39 229	563	5 420	36 017	9 627	63 973
LOT-ET-GARONNE	282	2 120	10 413	7 518	36 926	408	3 159	14 880	7 743	36 471
PYRENEES-ATLANTIQUES	378	3 696	19 080	9 777	50 476	657	6 736	42 466	10 253	64 636
Ensemble	1 671	15 559	80 448	9 311	48 144	2 503	24 354	152 091	9 730	60 763
MIDI-PYRENEES										
ARIEGE	192	1 611	9 385	8 391	48 880	249	2 362	13 331	9 486	53 538
AVEYRON	469	3 804	20 747	8 111	44 237	387	3 711	26 536	9 589	68 568
HAUTE-GARONNE	223	2 312	12 762	10 368	57 229	458	4 401	29 450	9 609	64 301
GERS	376	3 186	13 477	8 473	35 843	580	5 851	29 901	10 088	51 553
LOT	209	1 966	10 779	9 407	51 574	581	5 695	31 569	9 802	54 336
HAUTES-PYRENEES	201	1 621	10 945	8 065	54 453	298	2 747	25 452	9 218	85 409
TARN	521	4 875	20 524	9 357	39 393	470	4 537	19 916	9 653	42 374
TARN-ET-GARONNE	263	2 307	12 501	8 772	47 532	403	3 816	23 762	9 469	58 963
Ensemble	2 454	21 682	111 120	8 835	45 281	3 426	33 120	199 917	9 667	58 353
LIMOUSIN										
CORREZE	262	2 194	11 945	8 374	45 592	379	3 336	17 337	8 802	45 744
CREUSE	292	2 028	10 508	6 945	35 986	500	4 100	26 462	8 200	52 924
HAUTE-VIENNE	288	2 410	16 503	8 368	57 302	582	4 953	34 259	8 510	58 864
Ensemble	842	6 632	38 956	7 876	46 266	1 461	12 389	78 058	8 480	53 428
RHONE-ALPES										
AIN	538	4 887	28 720	9 084	53 383	243	2 329	14 923	9 584	61 412
ARDECHE	525	4 907	24 464	9 347	46 598	412	4 406	23 536	10 694	57 126
DROME	691	7 199	39 410	10 418	57 033	514	5 800	28 739	11 284	55 912
ISERE	944	9 498	53 104	10 061	56 254	486	4 779	32 317	9 833	66 496
LOIRE	1 372	11 814	69 480	8 610	50 641	1 222	9 959	57 709	8 150	47 225
RHONE	901	8 189	62 368	9 089	69 221	220	2 382	19 983	10 827	90 832
SAVOIE	331	2 905	16 047	8 776	48 480	198	2 015	12 515	10 177	63 207
HAUTE-SAVOIE	168	1 688	11 817	10 048	70 339	210	2 480	20 684	11 810	98 495
Ensemble	5 470	51 087	305 410	9 339	55 834	3 505	34 150	210 356	9 743	60 016
AUVERGNE										
ALLIER	397	3 238	19 101	8 156	48 113	330	3 477	20 653	10 536	62 230
CANTAL	317	2 608	17 202	8 227	54 265	385	3 137	22 932	8 148	59 563
HAUTE-LOIRE	231	1 823	10 329	7 892	44 714	219	1 920	12 354	8 767	56 411
PUY-DE-DOME	433	3 937	23 160	9 092	53 487	491	4 837	32 700	9 851	66 599
Ensemble	1 378	11 606	69 792	8 422	50 647	1 425	13 371	88 639	9 383	62 203
LANGUEDOC-ROUSILLON										
AUDE	360	2 924	16 171	8 122	44 919	447	4 236	26 916	9 477	60 215
GARD	238	2 030	10 840	8 529	45 546	433	3 416	20 592	7 889	47 557
HERAULT	264	2 778	16 686	10 523	63 205	372	3 795	24 959	10 202	67 094
LOZERE	267	2 411	14 545	9 030	54 476	251	2 204	13 825	8 781	55 080
PYRENEES-ORIENTALES	133	1 299	8 234	9 767	61 910	170	1 725	9 151	10 147	53 829
Ensemble	1 262	11 442	66 476	9 067	52 675	1 673	15 376	95 443	9 191	57 049
PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR										
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	229	2 379	13 890	10 389	60 655	234	2 664	17 101	11 385	73 081
HAUTES-ALPES	171	1 573	10 915	9 199	63 830	185	1 896	11 332	10 248	61 254
ALPES-MARITIMES	145	1 152	6 753	7 945	46 572	169	1 348	8 571	7 976	50 716
BOUCHES-DU-RHONE	313	1 773	11 424	5 665	36 498	373	2 700	20 553	7 239	55 102
VAR	290	2 868	16 008	9 890	55 200	253	2 570	15 747	10 158	62 241
VAUCLUSE	153	1 736	10 943	11 346	71 523	633	6 264	38 355	9 896	60 592
Ensemble	1 301	11 481	69 933	8 825	5 375	1 847	17 442	111 659	9 443	60 454
CORSE										
CORSE-DU-SUD	153	1 402	10 609	9 163	69 340	228	2 137	16 788	9 373	73 632
HAUTE-CORSE	453	4 318	34 855	9 532	76 942	409	3 500	28 841	8 557	70 516
Ensemble	606	5 720	45 464	9 439	75 023	637	5 637	45 629	8 849	71 631
FRANCE ENTIERE	44 722	376 296	2 244 878	8 414	50 196	49 596	434 238	2 633 828	8 755	53 106

Annexe 2
RESULTATS DEPARTEMENTAUX RELATIFS AUX DELAIS D'OCTROI EN 1983 ET 1984

REGIONS ET DEPARTEMENTS	1983					1984				
	Moins 3 mois	De 3 à 6 mois	+ 6 mois à 1 an	+ 1 an à 2 ans	+ de 2 ans	Moins 3 mois	De 3 à 6 mois	+ 6 mois à 1 an	+ 1 an à 2 ans	+ de 2 ans
ILE-DE-FRANCE										
PARIS	34,4	23,7	16,5	23,9	1,4	4,2	54,2	35,4	4,8	1,3
SEINE-ET-MARNE	18,8	42,8	24,0	12,9	1,5	31,4	22,9	13,1	25,1	7,4
YVELINES	89,0	10,1	0,9	—	—	51,6	29,0	14,7	4,6	—
ESSONNE	43,0	26,8	19,7	9,9	0,7	44,6	34,8	15,2	2,2	3,3
HAUTS-DE-SEINE	78,4	19,0	1,7	0,9	—	74,4	18,6	7,0	—	—
SEINE-SAINT-DENIS	86,5	9,0	4,5	—	—	66,9	31,1	1,3	0,7	—
VAL-DE-MARNE	8,5	68,5	12,3	1,5	9,2	63,3*	13,3*	23,3*	—	—
VAL-D'OISE	38,2	25,6	35,7	—	0,5	32,2	34,8	23,4	8,6	1,1
Ensemble	45,2	26,9	17,7	8,7	1,3	35,7	33,7	19,8	8,7	2,2
CHAMPAGNE-ARDENNES										
ARDENNES	54,8	32,7	10,9	0,6	0,9	66,5	18,8	9,7	5,0	0,0
AUBE	23,4	57,3	19,2	—	—	19,1	40,7	25,7	14,3	0,2
MARNE	15,6	52,1	29,3	2,8	0,2	14,2	35,4	43,1	7,2	—
HAUTE-MARNE	27,6	43,5	28,6	0,3	—	69,5	12,8	12,2	5,3	0,2
Ensemble	29,1	46,7	22,8	1,2	0,3	43,6	26,3	22,1	7,8	0,1
PICARDIE										
AISNE	56,1	30,1	10,6	2,8	0,4	78,2	17,9	2,6	1,0	0,3
OISE	11,4	22,2	29,2	35,7	1,5	46,7	44,1	7,0	1,5	0,6
SOMME	19,4	60,4	16,6	3,2	0,4	85,3*	12,4*	0,3*	0,6*	1,5*
Ensemble	27,9	42,6	17,9	10,9	0,6	71,2	23,8	3,3	1,1	0,7
HAUTE-NORMANDIE										
EURE	22,8	40,7	34,6	2,0	—	53,0	21,1	21,4	3,5	1,0
SEINE-MARITIME	52,4	28,2	8,4	6,2	5,0	70,3	15,9	3,4	5,7	4,7
Ensemble	45,3	31,2	14,6	5,2	3,7	65,5	17,4	8,4	5,1	3,6
CENTRE										
CHER	31,0	39,7	24,7	4,6	—	50,2	35,7	12,6	1,2	0,2
EURE-ET-LOIR	29,2	11,1	14,0	43,9	1,8	22,4	6,3	13,2	56,6	1,5
INDRE	20,5	23,7	51,1	4,4	0,3	30,9	19,6	16,8	32,7	—
INDRE-ET-LOIRE	79,0	15,9	1,8	1,5	0,8	35,7	56,2	5,9	1,6	0,6
LOIR-ET-CHER	20,0	74,6	4,6	0,4	0,4	50,3	44,9	2,9	1,1	0,8
LOIRET	36,4	23,4	33,7	6,0	0,5	58,4	21,8	15,8	4,0	—
Ensemble	35,6	37,0	19,9	6,8	0,7	41,7	33,0	10,9	14,0	0,5
BASSE-NORMANDIE										
CALVADOS	37,6	37,3	15,3	9,3	0,5	58,7	31,5	3,1	5,5	1,2
MANCHE	46,2	37,5	11,3	4,4	0,7	80,5	15,0	2,6	1,4	0,5
ORNE	86,4	8,5	2,1	2,6	0,4	85,7	12,2	2,1	—	—
Ensemble	52,8	29,9	10,7	6,1	0,5	73,7	20,4	2,7	2,6	0,7
BOURGOGNE										
COTE-D'OR	18,8	64,7	14,4	2,1	—	28,6	62,2	8,0	0,2	1,0
NIEVRE	15,1	24,1	20,8	39,0	1,1	13,4	33,4	18,0	30,6	4,6
SAONE-ET-LOIRE	29,3	19,3	8,8	42,5	0,2	14,9	17,9	12,8	54,0	0,4
YONNE	2,8	5,2	71,0	20,2	0,8	31,6	3,8	5,4	52,0	7,2
Ensemble	18,8	29,5	22,2	29,1	0,5	20,1	26,7	11,6	39,2	2,4
NORD-PAS-DE-CALAIS										
NORD	53,5	25,6	18,4	2,2	0,4	75,1	21,7	2,4	0,5	0,2
PAS-DE-CALAIS	17,4	29,1	16,1	33,8	3,6	46,1	12,7	1,4	2,3	36,1
Ensemble	41,6	26,7	17,6	12,6	1,5	65,2	18,6	2,1	1,1	13,1
LORRAINE										
MEURTHE-ET-MOSELLE	20,6	27,4	32,9	18,5	0,6	15,9	23,9	14,5	37,7	8,0
MEUSE	25,9	25,2	29,1	19,9	—	54,4	32,7	9,2	3,7	—
MOSELLE	58,7	24,6	11,2	5,3	0,3	58,7	25,0	7,6	8,1	0,6
VOSGES	37,9	39,5	19,5	2,6	0,5	59,1	34,6	3,4	1,2	1,8
Ensemble	38,4	28,0	22,1	11,1	0,5	36,8	26,2	10,6	21,9	4,6
ALSACE										
BAS-RHIN	37,2	36,6	17,6	7,8	0,9	48,7	25,7	19,0	6,3	0,4
HAUT-RHIN	84,3	13,3	2,4	—	—	78,5	14,4	5,0	2,2	—
Ensemble	52,1	29,2	12,8	5,3	0,6	60,7	21,1	13,0	4,7	0,2
FRANCHE-COMTE										
DOUBS	12,1	31,8	50,5	5,3	0,3	56,9	35,3	3,2	2,9	1,7
JURA	53,2	39,0	5,4	2,0	0,5	50,8	17,3	20,1	11,8	—
HAUTE-SAONE	53,2	35,5	9,6	1,7	—	73,2	20,4	5,0	1,2	0,2
TERRITOIRE-DE-BELFORT	57,0	38,0	3,0	2,0	—	41,4	36,8	19,5	1,5	0,8
Ensemble	39,0	35,1	22,7	3,0	0,2	60,3	26,2	8,9	3,9	0,7
PAYS DE LA LOIRE										
LOIRE-ATLANTIQUE	59,2	18,6	11,3	10,5	0,3	77,8	12,9	4,8	3,0	1,5
MAINE-ET-LOIRE	40,4	45,5	5,9	7,9	0,3	73,6	20,0	5,8	0,3	0,4
MAYENNE	43,9	26,3	11,4	17,6	0,8	49,2*	33,1*	9,4*	8,3*	—
SARTHE	38,6	24,9	9,2	26,5	0,8	60,3	28,7	5,3	4,4	1,4
VENDEE	11,0	17,8	32,4	38,3	0,5	71,3	20,3	3,7	3,7	0,9
Ensemble	40,8	29,1	12,7	17,1	0,5	70,2	20,5	5,3	3,1	1,0

Annexe 2
RESULTATS DEPARTEMENTAUX RELATIFS AUX DELAIS D'OCTROI EN 1983 ET 1984

REGIONS ET DEPARTEMENTS	1983					1984				
	Moins 3 mois	De 3 à 6 mois	+ 6 mois à 1 an	+ 1 an à 2 ans	+ de 2 ans	Moins 3 mois	De 3 à 6 mois	+ 6 mois à 1 an	+ 1 an à 2 ans	+ de 2 ans
BRETAGNE										
COTES-DU-NORD	16,8	15,6	28,6	39,0	-	45,6	17,2	3,3	33,6	0,2
FINISTERE	15,8	45,8	36,9	1,0	0,6	49,2	33,7	15,1	1,3	0,7
ILLE-ET-VILAINE	50,8	28,9	4,1	14,7	1,4	54,1	18,8	4,5	17,4	5,2
MORBIHAN	24,6	28,3	31,9	13,7	1,6	26,4	34,1	20,4	12,2	7,0
Ensemble	25,0	30,0	26,8	17,3	0,8	44,6	26,6	11,1	15,0	2,8
POITOU-CHARENTES										
CHARENTE	54,8	38,5	2,8	3,6	0,4	61,4	13,9	6,2	7,6	10,9
CHARENTE-MARITIME	40,8	45,0	12,5	1,4	0,3	37,8	35,5	25,4	1,3	-
DEUX-SEVRES	28,8	11,4	10,1	48,8	0,9	36,5	4,9	3,6	34,0	21,0
VIENNE	5,5	59,0	32,6	2,1	0,9	26,0	34,6	38,2	1,2	0,1
Ensemble	32,8	39,4	14,6	12,6	0,6	39,2	22,5	19,0	11,4	8,0
AQUITAINE										
DORDOGNE	26,5	38,5	21,5	12,6	0,9	29,1	50,8	12,1	5,5	2,4
GIRONDE	25,2	37,4	28,9	7,1	1,4	48,7	28,6	13,9	8,0	0,8
LANDES	18,9	50,0	18,3	11,7	1,1	25,9*	26,7*	7,0*	20,9*	19,5*
LOT-ET-GARONNE	28,4	47,9	16,7	5,7	1,4	4,5	29,1	40,5	25,1	0,8
PYRENEES-ATLANTIQUES	2,4	22,0	31,0	44,4	0,3	11,2	16,9	16,4	46,2	9,2
Ensemble	19,9	37,2	24,5	17,3	1,0	23,9	28,9	17,5	23,2	6,6
MIDI-PYRENEES										
ARIEGE	20,0	7,4	26,3	46,3	-	37,4	13,9	23,0	25,2	0,4
AVEYRON	26,9	45,2	15,1	10,1	2,8	45,2	26,7	8,2	19,0	0,8
HAUTE-GARONNE	32,6	9,9	24,0	33,0	0,4	51,5	15,3	9,8	22,9	0,5
GERS	36,2	20,7	14,4	27,1	1,6	22,0	14,6	4,2	57,4	1,8
LOT	25,4	48,8	24,9	1,0	-	40,3	9,7	18,2	31,9	-
HAUTES-PYRENEES	17,8	33,7	38,6	7,4	2,5	1,0*	5,9*	0,0*	88,2*	4,9*
TARN	10,3	6,1	45,8	37,2	0,6	17,9	29,8	33,6	16,8	1,9
TARN-ET-GARONNE	15,6	32,3	31,9	17,5	2,7	19,2	10,5	15,9	52,3	2,1
Ensemble	22,7	24,9	27,8	23,2	1,4	31,3	16,8	15,2	35,5	1,2
LIMOUSIN										
CORREZE	71,8	19,8	5,0	2,3	1,1	52,4	34,8	11,5	1,3	-
CREUSE	67,5	26,0	5,5	1,0	-	29,7	27,5	19,8	22,6	0,4
HAUTE-VIENNE	50,6	42,1	5,0	0,4	1,9	40,5	27,0	24,2	6,5	1,7
Ensemble	63,5	29,2	5,2	1,2	1,0	39,9	29,2	19,4	10,6	0,9
RHONE-ALPES										
AIN	49,3	33,5	10,8	5,8	0,6	83,1	14,0	2,5	0,4	-
ARDECHE	43,7	21,4	12,2	21,6	1,2	58,3	26,9	11,7	0,7	2,4
DROME	38,6	15,7	8,6	33,9	3,1	42,7*	31,9*	14,6*	8,8*	2,1*
ISERE	5,3	20,0	30,0	43,2	1,5	15,0	9,6	13,9	60,4	1,0
LOIRE	27,3	18,4	6,8	45,9	1,5	50,3*	15,4*	8,7*	23,4*	2,1*
RHONE	26,3	16,8	31,1	25,6	0,1	68,6	21,4	8,2	0,9	0,9
SAVOIE	21,8	26,9	20,8	30,2	0,3	93,4	4,6	1,0	1,0	-
HAUTE-SAVOIE	91,7	7,1	1,2	-	-	96,2	3,3	0,5	-	-
Ensemble	30,9	20,3	16,4	31,3	1,2	55,3	16,5	8,9	17,9	1,5
AUVERGNE										
ALLIER	41,3	22,7	20,4	15,4	0,3	71,5	23,0	0,9	3,0	1,5
CANTAL	1,9	4,7	45,7	47,0	0,6	8,1	6,2	9,4	74,5	1,8
HAUTE-LOIRE	27,3	22,1	29,9	19,5	1,3	72,1	16,0	6,4	5,5	-
PUY-DE-DOME	59,1	26,8	11,1	3,0	-	58,6	35,6	5,3	0,2	0,2
Ensemble	35,5	19,7	24,9	19,4	0,4	50,0	21,7	5,6	21,8	0,9
LANGUEDOC										
AUDE	25,3	33,3	22,8	16,7	2,0	30,3	24,1	17,3	20,0	8,2
GARD	12,6	15,5	52,1	18,5	1,3	10,6	12,0	26,1	49,0	2,3
HERAULT	19,3	4,9	48,9	26,9	-	6,6*	11,1*	49,3*	33,0*	-
LOZERE	9,8	36,8	35,0	16,5	1,9	31,4*	8,9*	13,0*	44,4*	2,4*
PYRENEES-ORIENTALES	23,5	37,9	33,3	5,3	-	39,4	23,2	15,5	19,0	2,8
Ensemble	18,2	25,2	37,5	17,9	1,2	20,9	16,2	25,5	33,8	3,7
PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR										
ALPES DE HAUTE-PROVENCE	11,1	28,3	48,2	11,5	0,9	9,2	27,5	47,8	15,0	0,5
HAUTES-ALPES	66,1	28,7	2,3	1,8	1,2	51,9	40,5	4,9	1,1	1,6
ALPES-MARITIMES	24,8	74,5	0,7	-	-	23,7	66,9	8,9	0,6	-
BOUCHES-DU-RHONE	15,1	26,1	51,3	7,1	0,3	24,6*	20,3*	30,0*	25,1*	-
VAR	41,1	25,6	15,1	17,5	0,7	47,9	28,8	7,8	10,5	5,1
VAUCLUSE	0,7	11,1	68,0	20,3	-	1,1*	10,4*	21,3*	37,1*	30,2*
Ensemble	26,0	30,3	33,0	10,2	0,5	23,3	28,7	20,7	18,1	9,3
CORSE										
CORSE-DU-SUD	0,0	31,2	59,4	7,2	2,2	2,3	53,2	35,6	7,9	0,9
HAUTE-CORSE	35,9	23,1	31,9	7,7	1,3	81,4	14,7	2,7	0,3	0,9
Ensemble	27,5	25,0	38,3	7,6	1,6	50,3	29,9	15,7	3,3	0,9
FRANCE ENTIERE	33,1	30,0	20,7	15,3	0,9	45,4	23,7	12,0	15,2	5,0

